LANDEMAINS

JOURNAL D'OPINION INDÉPENDANT LANDAIS

3 €

n° 10 / Hiver - Printemps 2021

CHOISIR SON CAMP

EN EXCLUSIVITÉ, UN LONG ENTRETIEN AVEC JEAN-CLAUDE MICHÉA

La troisième guerre mondiale

« Nous n'aimons pas entendre le mot "guerre". Trop souvent, il a été utilisé à mauvais escient, par exemple par Emmanuel Macron, qui a déclaré la guerre au virus, justifiant ainsi des décrets d'urgence. Mais banaliser la situation actuelle ne nous mène pas plus loin, car cela pourrait avoir pour conséquence que les forces de résistance ne puissent pas se développer suffisamment.
La troisième guerre mondiale est avant tout une guerre d'information contre la population, accompagnée de mesures prises par les autorités et l'État policier.[...]

Les conséquences de la dictature actuelle des règlements sont - en bref - l'appauvrissement, la privation de droits et la désinformation visant à l'abêtissement des populations.
Le résultat - vraisemblablement voulu - est la destruction de l'infrastructure sociale et de ses fondations, autrement dit le but classique de toute guerre. [...]

Les mesures de suspension de la liberté ou des droits fondamentaux sont donc une guerre des élites de la société contre leur propre population. Toute stratégie réaliste pour parer à de telles mesures destructrices doit donc partir du principe que nous sommes en guerre et nécessite - pour autant que cela corresponde à l'inclination des populations pacifiques - une stratégie de combat réfléchie.
La troisième guerre mondiale - objet sans aucun doute de discussions actuelles en raison de son expansion - représente une innovation historique par rapport aux méthodes de guerre précédentes qui semblent encore inimaginables pour la plupart des gens aujourd'hui. Alors que la propagande était auparavant utilisée comme moyen d'assistance dans une guerre à prédominance militaire, c'est-à-dire physique, la stratégie actuellement employée renverse cette relation : Les moyens de surveillance et les sanctions de l'État policier ne sont que des mesures complémentaires, tandis que l'arme principale est l'utilisation ciblée des informations. La troisième guerre mondiale est donc une guerre d'information, et une contre-stratégie adéquate doit tenir compte de ce fait. »

Citation de : « La résistance pendant la troisième guerre mondiale » du 30 octobre 2020 par Lars Grünewald sur rubicon : www.rubikon.news/artikel/widerstand-im-dritten-weltkrieg (notre traduction)

Éditorial

la fureur épicurienne

• Le complot est le mode ordinaire de fonctionnement du capitalisme, donc de l'économie politique.

• La démocratie instrumentalisée par les complots et leurs médias, qui prétend à la souveraineté de la majorité, est garante de la pérennité du système capitaliste.

• L'effondrement supposé, en ces temps de collapsologie généralisée, est vecteur puissant de déni car il laisse entrevoir une rupture qui n'est en fait qu'une continuité, selon le principe d'adaptation.

• L'effondrement réel du système écologique, économique, politique, démocratique et idéologique est la chose déniée.

• L'avenir de l'humanité prend corps dans l'horizon effrayant du "progrès" à la Dr Folamour : transhumanisme, connexion et surveillance généralisées, réduction des libertés, intelligence artificielle, procréation assistée, destruction du vivant.

• La gouvernance mondiale est le seul horizon pseudo-démocratique pour ce système en crise.

• Personne de connaît d'autre voie possible dans le système du capitalisme de croissance.

• Tout principe ou mécanisme de protection dans ce système est inclus dans un mécanisme de destruction qui le surpasse.

• La gestion, volontaire ou subie, de la crise du coronavirus s'inscrit dans la normalité de ce mécanisme.

• C'est l'installation de la dictature des bons sentiments… et la revendication totalitaire du capital fictif.

• Tout ce qui s'inscrit dans le système actuel est accaparé par lui.

• Contrairement à ce que prétendent les théoriciens de la "bienveillance" généralisée, il faudra d'abord collectivement changer le monde, avant d'espérer se changer soi-même.

• Il n'y a pas de monde d'après le coronavirus comme le proclament les partisans du capitalisme de croissance.

• Le seul monde d'après passe par la décision collective pour une décroissance incontournable.

• Il n'y a de choix qu'entre la décroissance volontaire et la récession.

• Cette rupture ne peut être que le choix historique d'une majorité, sinon d'un collectif représentant une majorité de personnes, pour l'arrêt du processus de progrès technoscientifique et le retour à un mode de vie en symbiose avec la nature.

• Pour les adeptes de la décroissance et de la vie, la seule voie est de combattre le système afin de préserver - autant que possible - ce qu'il reste de nature, et de préparer - hors de la logique du système - les embryons d'un possible autant qu'improbable "retour".

La périodicité de Landemains est de 2 ou 3 numéros par an.
Abonnement 2/3 numéros : 15 euros.
Abonnement militant 2/3 numéros : à partir de 20 euros.
Merci de préciser l'adresse d'envoi dans votre courrier.
L'abonnement militant ouvre droit à la gratuité d'un nombre de journaux à définir selon vos besoins à fin de promotion.

Soutenir

LANDEMAINS

Chèque adressé à : Association Landemains,
532 route de Montjean 40140 Soustons
En ligne sur : www.nouTous.fr

Pub pour la "démocratie" 2017

Pub télé pour un vaccin déc. 2019

Choisir son camp

Nous avons décrit dans le précédent journal les mécanismes du complot ordinaire qui œuvrent à la dictature des bons sentiments. Reprenons notre analyse, après 6 mois d'expérience et de vécu sous covid19.

Et d'abord où en sommes-nous du déni ?

Ce n'est pas parce qu'on a prononcé le mot et fait quelques pas ensemble dans la compréhension de cet état de fait social et individuel - nous furent parmi les premiers à l'avoir théorisé et analysé - qu'il n'existe plus. Au contraire, puisque le temps s'accélère au fur et à mesure que se rapprochent les échéances climatiques et économiques décrites par les spécialistes, il est plus que jamais temps de faire un petit bilan.

Pour le résumer à nouveau, le déni est un mécanisme d'autoprotection qui permet aux sociétés et aux individus de s'extraire plus ou moins consciemment d'une réalité de plus en plus prégnante. Plus la réalité devient palpable, évidente, plus les moyens utilisés par le déni pour lui échapper sont complexes - et confinent à l'absurdité si on veut bien s'en apercevoir - le but induit étant pour les individus et les groupes sociaux et politiques de ne pas avoir à reconnaître une quelconque culpabilité ou responsabilité dans les événements à venir. Pour cela la description de futurs cataclysmes liés à la gestion humaine de l'écosystème terre doit rester quelque chose de fictif, afin de ne pas avoir à changer quoi que ce soit, sinon à la marge, dans l'ordre des choses établi.

Pour aller à l'essentiel, l'analyse de la portée des luttes locales, nationales et internationales est on ne peut plus clair :

- Le Larzac, la confédération paysanne, l'existence de nouveaux agriculteurs bios, la tendance pour le retour à la terre n'empêche pas de constater que, plus que jamais, l'industrie agroalimentaire a la main mise définitive sur la manière de nourrir 8 milliards d'êtres humains.

- Malgré la disparition des abeilles, la France a voté pour l'autorisation des néonicotinoïdes, pour la raison simple de sauver la filière de la betterave. La filière de la betterave est donc toujours plus importante pour les députés français que le maintien de la vie sur terre.

- Je vous rappelle que malgré les déclarations de bons sentiments, on est en train de raser l'Amazonie. Dans l'échelle de la connerie organisée, déforester l'Amazonie, ce n'est pas rien.

- Les courbes montrent qu'aucune décision ou aucune réunion planétaire type COP 21 n'a infléchi d'un iota les émissions de carbone à l'échelle mondiale.

- Le démontage d'un Mac Do n'empêche pas la firme de s'installer absolument partout et de remplacer dans l'imaginaire culturel et gastronomique de tous les enfants du monde les milliers de façons d'accommoder la réalité d'un terroir au goût des femmes et des hommes qui le peuplent.

- Les victoires landaises sur le saumoduc n'empêchent pas les élus locaux de continuer à Mimizan, à Tarnos, à Tosse, à Castets, et partout où ils le peuvent, de détruire l'environnement pour peu que ça ait à leurs yeux un intérêt économique immédiat.

- S'agiter contre les compteurs linky et les antennes émettrices n'empêche pas la suite du programme d'installer la 5G.

- Les voix élevées contre la dangerosité de certains vaccins ont conduit à la législation sur 11 vaccins obligatoires.

- Les merveilleuses techniques des pédagogies alternatives conduisent à l'interdiction de l'instruction en famille et au durcissement des contrôles envers les écoles libres.

Arrêtons-nous là ! Ça suffit bien pour s'apercevoir que malgré l'apparente prise de conscience médiatique, rien de concret ne permet de justifier de la sortie du déni.

On pourrait être tenté de s'en désolidariser en faisant supporter à tel ou tel parti ou groupe social la responsabilité de ces actes, traiter pour exorciser sa colère les personnes qui organisent ces abjections du nom qu'ils méritent d'assassins, de criminels, de trous du cul, et de tous les noms d'oiseaux. Cela n'empêche pas l'immense majorité des citoyens d'aller voter pour eux, et ce faisant de soutenir ou de fermer les yeux sur les actions qui, chacun le sait maintenant, précipitent encore et toujours la destruction de la vie sur terre.

Voilà qui permet de séparer sans coup férir en 2 catégories les militants de tous ordres (entendons par militants ceux qui d'une manière ou d'une autre cherchent à contrarier l'ordre des choses tel qu'il s'installe par la tyrannie de l'argent) :

Haderer

- Ceux qui croient vraiment que le monde va changer, et que leurs actions à l'intérieur du système contribuent à faire changer une société encline à la bienveillance, à la démocratie et à la solidarité.

- Ceux qui trouvent simplement dans l'action une raison de vivre et un moyen de sauver leur dignité, en s'extrayant ou en s'opposant au système, avec leurs moyens dérisoires.

En gros, d'un côté ceux qui pensent que le colibri va vraiment éteindre l'incendie avec son bec de 1 ml, de l'autre ceux qui ont compris que le gentil piaf ne peut sauver que sa seule dignité de colibri. Étant entendu que selon les codes établis depuis la nuit des temps par la morale, l'éthique et le plus élémentaire instinct de survie, ceux qui détournent le bec de la réalité de l'incendie sont au mieux des lâches, au pire des complices dans ce qui s'annonce comme une des plus grandes catastrophes dans l'histoire de l'humanité.

Théorème :

Ce charmant constat permet d'édicter une loi dont il n'existe - sauf erreur que vous voudrez bien nous signaler - aucune exception et qui a donc valeur de théorème :

En régime capitaliste libéral de croissance marchand et patati patata avec tout ce que vous voulez de finesse et de subtilité pour le définir, libre à vous - bref dans le monde que nous vivons auquel personne ne voit de réelle alternative -
Tout principe ou mécanisme de protection est inclus dans un système de destruction qui le surpasse.

La première conséquence de ce théorème est que, bien évidemment, le système qui le génère se sert de tous les mécanismes, institutions, et autres grands organismes de protection pour communiquer et ainsi convaincre l'opinion mondiale de sa détermination à la protection, afin de maintenir les populations dans un degré de mensonge et de déni suffisant à occulter les mécanismes de destruction auxquels ils obéissent.

Et devrait-il y avoir des mécanismes de protection si le principe qui meut le système global n'était pas lui-même un principe de destruction ?!?

Comment sociologiquement s'installe ce paradoxe ? S'agit-il d'une volonté ou d'une perversion du système ? Quelle part d'intentionnalité et donc de responsabilité existe à chaque maillon de la chaîne ? On n'a pas le temps ni l'énergie pour refaire ici le procès de Nuremberg du capitalisme et entendre le défilé des technocrates nous expliquer qu'ils n'ont fait qu'obéir et qu'ils n'avaient que des intentions bienveillantes. On n'est pas là pour faire de la psychologie de fin du monde et entendre d'éternelles jérémiades. Et on est bien d'accord que les principes et organismes de protection ont des effets et des vertus réelles et visibles… Ce qui ne les empêche pas de s'inscrire dans un contexte général de destruction.
Donc, au lieu d'entrer et de se perdre dans le détail des théories, regardons simplement cette réalité et cherchons-y un contre-exemple, c'est à dire un lieu physique ou intellectuel où la protection ne soit pas une compensation ou effet marketing à un principe établi de destruction :

- En terme de protection de l'environnement, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de s'étendre sur le sujet tant l'évidence est criante. Le principe de compensation est même devenu la norme, inscrit dans le code de l'environnement, ce qui revient à reconnaître et assumer la réalité de la destruction qui prévaut sur tout.

- Le domaine élargi de la culture n'échappe pas à la règle. L'accès à la culture pour tous, vivante ou générée par tous les moyens de communication, est concomitant de la disparition quotidienne de cultures, de langues, partout sur la surface du globe.

- 100 ans d'éducation, qu'elle soit populaire ou scolaire, ont conduit la société à l'état de délabrement intellectuel que nous vivons. Le conditionnement et le matraquage moral et politique ainsi exercé à grands renforts de bons sentiments ont conduit à fabriquer une espèce d'humains pratiquement dénuée de tout sens critique, qui témoigne d'un appauvrissement de la capacité et de la volonté d'intelligence. Car il faut se convaincre que c'est parmi les élites et les gens diplômés que l'on trouve l'immense majorité des abrutis qui mènent, en conscience ou non, le monde à sa perte.

- À bien y regarder, la protection en matière de santé sans gestion du nombre de terriens cultive là aussi un paradoxe : celui de protéger et de prolonger la durée de vie - de favoriser la croissance - quand chacun sait pertinemment que le mode de gestion et d'exploitation de la vie, agricole ou économique, imposé à 8 milliards d'individus, précipite la destruction de l'écosystème terre.

- La protection de l'enfance est l'organe vertueux s'il en est d'un système politique et social qui organise l'exode rural, entasse les populations dans des tours de HLM et des quartiers dortoirs, isole les esprits et les corps, déracine les âmes, impose la précarité, organise la compétition de tous contre tous. L'horizon de cette action politique planifiée est le combat de chacun pour sa survie, entendons, juste pour bouffer. La protection de l'enfance a un bel avenir devant elle.

Bien sûr, là aussi, on pourra chicaner sur les détails et me raconter la vie d'autrefois. Si j'expédie les affaires courantes, c'est bien pour sauver le bébé de l'eau du bain en cessant d'ergoter sur les finasseries de dossiers.
Mais si quelqu'un a vraiment quelque chose de probant à dire, un contre exemple frappant à donner qui ne soit pas un détail byzantin, alors il faudra en effet convenir qu'il existe une exception à la loi universelle de protection/destruction du capitalisme de croissance.
Car le théorème ainsi édicté est valable dans les 2 sens. Lorsque un élément d'une civilisation telle que définie par sa volonté de capitalisme et de croissance, s'intéresse à quoi que ce soit, objet, culture, homme, femme, végétal ou animal, celui-ci se trouve de fait en danger, pris en tenaille

entre une mécanique de protection immédiate qui le rassure, et une mécanique de destruction à long terme qui le broie.
D'où le théorème réciproque :
Dès qu'un ordre actuel se pointe pour te protéger, c'est qu'il va te détruire, quel que soit son degré de conscience et d'intentionnalité.

Ce qui peut paraître paradoxal ne l'est en fait pas du tout. Car l'intention du capitalisme désormais mondialisé, comme celui des religions prosélytes, n'est pas et n'a jamais été de protéger mais bien d'accaparer, de profiter, de convertir, de croître, donc de détruire. La compassion, la protection, eussent-elles été ses motivations, il y a fort à parier qu'il y fût parvenu.
Tout est très normal en somme, et le simple fait que nous nous émouvions encore de cette évidence est une preuve de plus de la dégradation de notre capacité d'analyse et de clairvoyance.

Appel à un ami

Pour nous aider dans notre analyse, pourquoi ne pas changer d'angle ? Je vous propose cet extrait d'interview de Michel Onfray (MO) au magazine « Famille Chrétienne » (FC). Avant de commencer, j'entends déjà ceux qui ronchonnent, parce que bon, Michel Onfray, il exagère et ceci cela… D'accord ! Il existe une solution très simple pour satisfaire tout le monde : Lisez le texte sans respect, simplement, prenez le philosophe, l'écrivain, le journaliste, la personnalité que vous aimez le plus et faites comme si c'était lui qui avait écrit ça. Et ensuite, demandez-vous s'il a tort ou raison. Faites donc comme si c'était Pierre Rabby, André Comte-Sponville, Nicolas Hulot, Michel Drucker ou qui vous voulez, peu importe.

Extrait :

*« **FC : Est-ce que vous n'exagérez pas en soutenant que la France de 2019 ressemble à la société de 1984 d'Orwell ?***

***MO :** Non, pas du tout… Et je crois même qu'en douter prouve d'ailleurs bien que nous y sommes !*

La dictature a un long passé. Elle tient son nom de Rome où l'on donnait à un homme les pleins pouvoirs afin de résoudre un problème, pleins pouvoirs qu'il rendait d'ailleurs sans coup férir une fois la mission accomplie. La dictature a quitté l'orbe occidental avec l'empereur de Mongolie Gengis Khan au XIIe-XIIIe siècle ou avec Tamerlan, l'émir de Transoxiane au siècle suivant. Elle revient en Europe avec Savonarole au XVe siècle, puis avec Cromwell, Calvin, Robespierre et son Comité de salut public, etc.

Or, la plupart du temps, on pense la dictature en regard des fascismes bruns ou rouge de Hitler, Lénine, Staline, Mao, Pol-Pot. Notre incapacité à envisager la chose à partir des longues durées nous contraint désormais à ne plus savoir penser la question de la dictature en dehors de notre passé le plus récent. Or, Hitler et Staline ne sont pas la mesure éternelle et hors histoire de la dictature.

FC : Pourquoi vous êtes-vous appuyé sur l'œuvre d'Orwell pour théoriser la dictature ?

***MO :** Je pose l'hypothèse qu'Orwell est un penseur politique à l'égal de Machiavel ou de La Boétie et que 1984 permet de penser les modalités d'une dictature postnazie ou poststalinienne, et ce dans des formes dont j'examine l'existence dans notre époque.*

Quand il m'a fallu synthétiser mon travail, j'ai proposé le schéma d'une dictature d'un type nouveau. Elle suppose un certain nombre d'objectifs : détruire la liberté ; appauvrir la langue ; abolir la vérité ; supprimer l'histoire ; nier la nature ; propager la haine ; aspirer à l'Empire.

FC : Comment cela se décline-t-il ?

***MO :** Pour **détruire la liberté**, il faut : assurer une surveillance perpétuelle ; ruiner la vie personnelle ; supprimer la solitude ; se réjouir des fêtes obligatoires ; uniformiser l'opinion ; dénoncer le crime par la pensée.*

*Pour **appauvrir la langue**, il faut : pratiquer une langue nouvelle ; utiliser le double-langage ; détruire des mots ; oraliser la langue ; parler une langue unique ; supprimer les classiques.*

*Pour **abolir la vérité**, il faut : enseigner l'idéologie ; instrumentaliser la presse ; propager de fausses nouvelles ; produire le réel.*

*Pour **supprimer l'histoire**, il faut : effacer le passé ; réécrire l'histoire ; inventer la mémoire ; détruire les livres ; industrialiser la littérature.*

*Pour **nier la nature**, il faut : détruire la pulsion de vie ; organiser la frustration sexuelle ; hygiéniser la vie ; procréer médicalement.*

*Pour **propager la haine**, il faut : se créer un ennemi ; fomenter des guerres ; psychiatriser la pensée critique ; achever le dernier homme.*

*Pour **aspirer à l'Empire**, il faut : formater les enfants ; administrer l'opposition ; gouverner avec les élites ; asservir grâce au progrès ; dissimuler le pouvoir.*

Qui dira que nous n'y sommes pas ? »

Nous voilà donc armés pour observer où nous en sommes avec ce foutu coronavirus. Pour le dire autrement : Où en sommes-nous de la mécanique du complot ordinaire et de l'avancée de la dictature des esprits et des corps. Et d'abord, le constat fait dans le précédent numéro de Landemains était-il correct ?
Franchement, pour nous la réponse est clairement oui, sans l'ombre d'un doute, et la réalité de la surveillance des plages

que nous avions symbolisée sur la couverture de notre numéro trouve sa suite logique dans l'interdiction d'aller aux champignons… et la légalisation et normalisation de la surveillance par drone.
Ce que nous avions prévu se concrétise donc de manière éclatante :

- 1) Toutes les interrogations concernant l'origine du virus, ses causes directes ou indirectes ont disparu des discours officiels. Comme si ce virus était aussi naturel que celui de la grippe. Il s'agit donc de se battre contre la nature au lieu d'engager une vraie réflexion sur les causes et notamment les pratiques que dénoncent une grande partie des scientifiques en matières agricoles et de respect du vivant.
Livrer un combat final contre la nature (alors même que nous avons déjà détruit l'écosystème terre) ou engager une remise en question des pratiques qui la dérèglent et la détruisent, voilà qui n'est pas la même chose ! Là aussi, cette forme aiguë de déni permet de laver de tout soupçon les grandes firmes qui participent au complot ordinaire.

- 2) Ce n'est donc pas à l'analyse, à l'esprit critique, à l'intelligence que l'on entend s'adresser mais uniquement à la prétendue solidarité de circonstance. Au lieu de se battre contre les causes, il s'agit de se montrer solidaire face aux conséquences, ce qui au passage est une manière tacite de se porter solidaire des causes susceptibles d'avoir provoqué cette (ces) maladie(s). On est là clairement dans la mécanique de la dictature des bons sentiments telle qu'on l'a décrite précédemment.

Dans le barème proposé par Michel Onfray, nous avons déjà coché plus de la moitié des cases, vous pouvez vérifier.

Dans la liste des exemples de notre théorème à nous, nous aurions dû citer celui de la protection et de la sécurité. Plus un ordre cherche à protéger une population, à sécuriser l'espace public, plus il détruit les libertés. C'est visiblement (et à peine masqué) ce qu'il se passe aujourd'hui et dont on peine à imaginer une inversion du processus.
Cette confiscation du sens donné aux choses, cette inversion désormais visible des valeurs et des effets d'une action prétendue vertueuse, conduit dans le cas du coronavirus à deux phénomènes aussi déplorables l'un que l'autre :

- Puisqu'il est impossible de manière simple et brève de s'expliquer si on veut avoir un comportement différent de celui imposé par les décrets, puisqu'il est impossible de se comporter autrement sans devenir un traître à la solidarité et un assassin en puissance (et sans se mettre potentiellement réellement en danger), une très grande proportion de personnes acceptent contre leur gré les plus absurdes des directives. Ce sont de minuscules entorses à l'intelligence, à la dignité, mais qui donnent une direction qu'il sera bien difficile d'infléchir. S'adapter, s'accoutumer à la bêtise n'est jamais très sain.

- Ceux qui entendent refuser de se conformer à des directives qu'ils jugent absurdes, indignes ou liberticides, sont amenés à s'opposer concrètement à des conséquences plus qu'à des causes. S'opposer au masque par exemple, et notamment en allant chercher dans le droit des ressources juridiques, n'a pas de portée compréhensible. Le masque est un symbole mais s'opposer au masque n'est pas s'opposer au symbole. Dommage.
J'ai moi-même écrit « *porter le masque ? Plutôt crever* ». Mais bien sûr, pour aller voir ma mère prisonnière de sa maison de retraire pendant plus de 8 mois, j'ai mis le masque. Et le principal vendeur de papier-cul du canton s'appelle Edouard Leclerc, c'est ainsi.

En résumé, plus on avance dans la crise – c'est le phénomène bien connu de la crise que de permettre une mise entre parenthèses des luttes et controverses au profit d'une solidarité de circonstances – moins il y a de réaction à cette crise et de volonté de compréhension des enjeux de cette crise. Au contraire on assiste à une obéissance et à un ralliement au pouvoir, alors même que la situation de crise permet de voir clairement que ce pouvoir participe à la mécanique du complot ordinaire. On préfère une solidarité avec les salauds, n'ayant plus de point de ralliement sûr et de volonté nécessaire pour autre chose. C'est aussi un phénomène de notre conditionnement aux bons sentiments que de préférer la solidarité bienveillante avec les salauds à un combat épique (et dangereux !) avec et pour des hommes et des femmes libres.

Banksy

La boucle est bouclée. Par la simple application de notre théorème, nous arrivons donc à la question qui est sur le bout de toutes les lèvres, mais dont on entend rarement le son :

Pourquoi cherche-t-on à ce point à nous protéger ?

À cette question, on ne peut répondre que par des hypothèses. Elle est la porte d'entrée par laquelle les gouvernants et les médias du monde entier désignent les "théoriciens du complot". Dans ce flou, une chose est pourtant sûre : les tenants du grand capital savent bien avant et plus sûrement que quiconque ce qu'il se passe, puisque leur job est de le prévoir et de le diriger. Ils savent tous pertinemment et depuis longtemps par exemple que le principe de croissance n'est pas viable et que le système capitaliste va s'autodétruire. Or que vaut-il mieux pour sauvegarder ses intérêts et garder le contrôle ? Organiser cet effondrement ou le laisser se réaliser tout seul ?

Une deuxième chose est sur toutes les lèvres sans jamais pouvoir s'exprimer clairement : alors que l'équilibre économique était la prunelle de nos yeux, alors que tous les gouvernements du monde ne cessent d'exhorter les populations à agir pour l'économie pour échapper à un désastre, voilà que le monde capitaliste confine sa population et organise par des restrictions la destruction pure et simple du

système économique mondial. Faut-il que l'enjeu soit d'importance !

Est-ce que les complots de la finance et du business mondial ont influé, par l'intermédiaire de l'OMS notamment, sur les décisions des États afin de devancer et d'organiser à leur avantage la destruction de l'économie mondiale et ainsi garder la main ? Ça aurait été malin de leur part en tout cas ! Car cette maladie est inespérée pour pouvoir reprendre l'initiative tout en ce posant apparemment en protecteur et en sauveur de l'humanité. La prochaine crise économique ne sera donc pas due aux mafias qui complotent et mènent le monde, mais à un virus dont les gouvernements ont tout fait pour nous protéger.
Notez bien qu'il n'est pas certain que, ponctuellement, cette démarche plausible soit malveillante, ni même qu'elle soit plus nocive à la poursuite de l'humanité que n'importe quel autre scénario. Il est certain qu'à un moment ou à un autre, il faudra bien faire confiance à quelqu'un, et bâtir de gré ou de force quelque chose qui ressemble à une solidarité. Pour l'instant, connaître la réalité sur qui fait quoi, qui influence qui, qui complote avec qui, et pourquoi, est un élément déterminant pour connaître et reconnaître la nature de la solidarité qu'on nous propose, et la personnalité de ceux qui l'installent ou l'imposent.

Est-ce être complotiste que d'affirmer que les 2 premières guerres mondiales sont des guerres économiques et donc qu'on a envoyé à la boucherie plusieurs millions de personnes pour les simples intérêts particuliers d'une toute petite proportion de gens ? Alors les historiens sont tous complotistes !

Car une deuxième chose est certaine. Les révélations faites il y a 10 ans sur les agissements occultes des grandes entreprises, des lobbies en collaboration avec les États, ce qui était dénoncé comme procédant de la théorie du complot, est désormais un constat banal qui ressemble plus à un agenda et à un calendrier selon lequel se déroulent les événements et dont on trouve partout des traces, des preuves, des écrits, des témoignages.

La théorie de l'effondrement est-elle un élément de déni ?

Le déni est tout ce qui participe à vider les mots de leur substance, à rassurer, à établir pour soi et les autres un mensonge supportable, une posture vivable. Il est alimenté en permanence pour un pouvoir qui, en situation d'assimiler les concepts et de détruire le sens des mots et des raisonnements, utilise la dialectique de la protection, de la solidarité et de la bienveillance pour dissimuler et rendre acceptable une réalité de destruction. Selon le principe d'assimilation et de destruction du sens des mots et des faits, de brouillage systémique (et systématique) des émotions et des sentiments, le pouvoir a phagocyté le développement durable, la bienveillance, la non violence, la transition écologique, et nous voici face à l'effondrement.

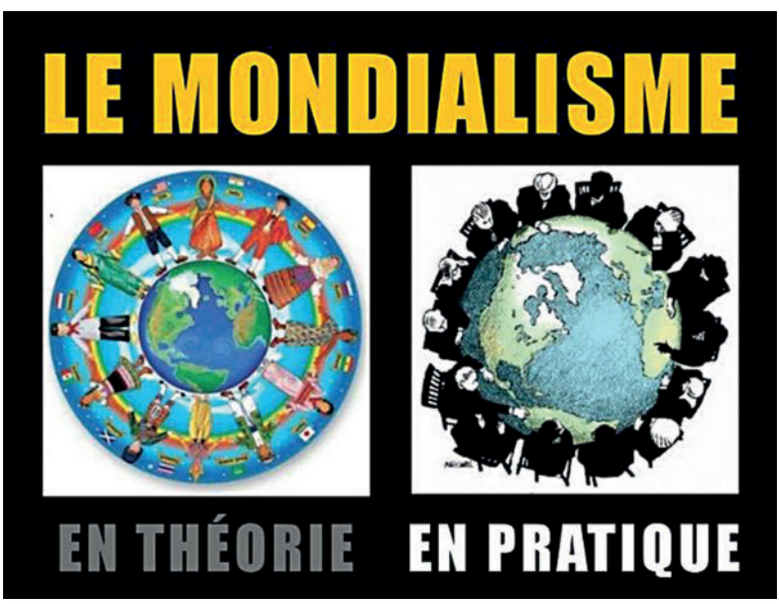
L'analyse qui suit ne vise pas à juger, à émettre des reproches ou des accusations envers quiconque, bien évidemment. Mais rien ne doit nous empêcher de regarder à 2 fois ce qui est dit, dans quel contexte, et comment le message est reçu par la population et utilisé par le pouvoir.

Globalement, que se passe-t-il depuis que la théorie de l'effondrement a synthétisé les écrits de nombreux spécialistes, scientifiques, climatologues, économistes depuis 60 ans ? Rien. Aucune réaction à la hauteur du traumatisme. Ce qui devrait collectivement nous révolter, tout en nous affectant profondément, nous laisse, dans les faits, indifférents.
Bien sûr, nous observons quelques balbutiements. La conscience écologique, continuité de connaissances et de réflexions ininterrompues depuis près d'un siècle, se dilue dans un désir d'intégrer le système et de se mêler au jeu politique comme un banal parti progressiste, dévoyant sans cesse l'essence même de l'écologie qui est un processus vital de rupture. Les quelques ilots d'essais de vie alternative ont peine à résister à l'assimilation du système global et à servir ainsi de laboratoire expérimental.
D'un autre côté, la réaction la plus visible reste l'avènement d'un néo-libéralisme qui entend bien défendre jusqu'au bout et par tout moyen le système mortifère dont il tire ses privilèges.
Le hiatus entre la vraie portée du constat d'effondrement et son interprétation se symbolise dans la déclaration d'Edouard Philippe qui explique à qui veut l'entendre que son livre de chevet est le livre de Pablo Servigne.

Des éléments multiples expliquent cette absence, sinon de réaction, du moins de rupture avec un phénomène qui remet en cause scientifiquement la possibilité future d'une vie souhaitable sur terre et détaille par le menu les processus de destruction du vivant, tendant à prouver que la théorie de l'effondrement telle que perçue par le grand public et interprétée par les médias et les pouvoirs politiques participe au déni ambiant.

- 1) La description d'un événement futur aussi cataclysmique provoque immédiatement un sentiment de rejet.
- 2) Les citoyens isolés, éparpillés, individualisés à l'extrême, ne sont plus reliés intellectuellement, ni tenus par des liens charnels suffisant à réagir ensemble à une information qui les concerne tous.
- 3) L'effondrement nous inscrit dans une échelle de grandeur qui rend impossible ou inutile quelque intervention personnelle, et nous projette dans la fatalité.
- 4) La proximité d'une catastrophe aussi proche tend à nous empêcher de rompre avec le groupe, avec la majorité qui dès lors, quelle qu'elle soit, prend valeur de refuge et de sécurité.
- 5) Les différents pouvoirs, habitués à théoriser la crise, se servent de l'effondrement pour justifier toutes sortes de dérives "exceptionnelles" d'un développement industriel visant à la croissance déguisé en transition verte, et assurer leur légitimité, non pas en fonction de leurs actions ou de

leurs idées mais de leur seul pouvoir. C'est le principe de la solidarité et de l'obéissance.
- 6) Pour nombre d'esprits critiques, ce constat est une confirmation et ils ont tendance alors à attendre l'effondrement comme d'aucuns attendaient le grand soir. Le caractère inéluctable de l'effondrement semble dispenser chacun de trop s'en mêler, puisqu'il s'inscrit dans une continuité, voire une certaine normalité, et non comme un motif de rupture.
- 7) L'annonce est faite à une société, installée dans un confort sans précédent, conditionnée aux bons sentiments virtuels, qui la rendent très peu capable de réaction, de sursaut, d'indignation, de révolte. Cet aspect des choses est fondamental pour comprendre ce qui tend à nous faire accepter sans frémir l'inacceptable.
Examinons maintenant le contexte social, le caractère et l'état d'esprit dans lequel se trouvent les individus qui reçoivent, dans nos sociétés occidentales, l'information fracassante de l'effondrement.



La dictature des bons sentiments (bis)

Pour se donner une chance d'ouvrir un espace de liberté au débat, à la compréhension, il faut commencer par abattre quelques idées reçues…

Nous ne sommes pas en démocratie en France. La démocratie à l'échelle du monde n'existe pas, pas plus que n'existe une démocratie à l'échelle d'un "pays 2.0" qui ne possède pas des médias totalement indépendants. Or quel pays possède cela ?
Au train où va la perte de tout sens critique et face à l'avènement proche de véritables idiocraties, il devient de plus en plus dangereux de faire confiance à une majorité mythique, conditionnée par les médias, et contrainte de fait à l'obéissance à la dictature mondiale à peine masquée des élites du grand capital. La gouvernance mondiale censée résoudre tous nos problèmes envisage-t-elle vraiment d'être élue par les citoyens ? Bien sûr que non !

Le village global de la terre n'existe pas, c'est le village de Nounours. Les citoyens du monde "civilisé" ne sont rien d'autres que des déracinés qui devront se mettre rapidement en quête de racines nouvelles sous peine de sombrer dans la folie.

Contrairement à ce que nous raconte le fameux "colibri", l'action du groupe n'est pas constituée de l'action additionnée de chaque individu. Ça c'est une fable pour les conteurs et si les conteurs disaient la vérité, ce ne seraient pas des conteurs. C'est aussi le moyen rêvé pour faire endosser à chacun une part de responsabilité sans lui donner le pouvoir de changer quoi que ce soit à cet ordre, c'est à dire de rejeter sur chacun la faute de décisions prétendument prises par la totalité (en vérité soufflées d'en haut). Le colibri est le principe actif de la culpabilisation de l'autre (si tout le monde faisait comme moi, si tout le monde faisait sa part il n'y aura pas de problème) et de la culpabilisation de soi (je sais bien que ce que je fais ne sers à rien mais c'est ma pénitence, mon sacrifice). Non, il ne suffira pas de prétendument se changer pour que change le monde. Il faudra changer le monde pour se donner une chance de changer.
C'est la décision commune prise au nom de 8 milliards d'êtres humains qui détermine les conditions de la suite de l'humanité, pas la décision de chacun de ces êtres humains. Or ces décisions sont justement prises par quelques mafias toutes puissantes.

"Le village global, les citoyens du monde, la mondialisation" concepts issus de l'universalisme occidental sont les images pieuses d'un catéchisme qui détermine les conditions d'un modèle moderne de gouvernance planétaire totalitaire.

Quant au prétendu pouvoir de notre carte bleue, c'est le plus cynique et le plus abject des mensonges et des enfermements, si on a compris que dans la perspective assumée de la dématérialisation intégrale de la monnaie, la carte bleue et le téléphone portable sont les organes essentiels de la manipulation et de l'asservissement des masses.

Dans ce contexte, toute la littérature et le business issu du développement personnel - l'industrie de l'auto-optimisation - ne sont pas des moyens d'actions mais les éléments constitutifs d'un dogme, équivalent à ceux des religions dont les adeptes les plus fervents prônent le partage et procèdent méthodiquement à l'appropriation et à l'accumulation.
C'est le prêt-à-porter intellectuel - à disposition de tous ceux qui cherchent un moyen de se rendre utile, de changer, de militer - qui remplace, chez les candidats à l'indignation ou à la révolte, les nécessaires réflexion et création personnelles. Un modèle de récupération, ni plus ni moins original qu'un autre, mais ô combien plus efficace que n'importe quelle propagande à l'ancienne.

Il n'y a pas de monde d'après !

Depuis Darwin, il semble établi que le principe qui prévaut pour les espèces naturelles terrestres soit le principe d'adaptation. Appliquer les théories de l'évolution à la situation actuelle serait reconnaître le côté naturel du capitalisme. Ce n'est pas notre propos. Mais l'effondrement tel qu'il

s'annonce et s'installe, à l'image de la crise de la « covid19 », est une continuité logique qui procède pour les hommes d'un principe d'adaptation (pour leur survie individuelle et collective) non pas à un processus naturel mais à un processus social, à un régime économique paradoxalement destructeur de la nature et de la symbiose avec la nature. L'effondrement, utilisé par le pouvoir comme élément de rupture ou de changement, alors qu'il n'est qu'une conséquence et donc une continuité, participe au principe de déni de la réalité. Si l'effondrement est la poursuite du monde d'avant, il ne peut y avoir de monde d'après.

Nous ne faisons qu'adapter nos politiques, nos décisions, nos attitudes, nos sentiments à une situation qui ne peut que se dégrader. Et il est malheureusement à prévoir que notre pouvoir d'adaptation soit (devenu) supérieur à notre capacité à réagir ou à rompre. Le conditionnement que nous subissons et que nous faisons subir à nos enfants - le matraquage des écrans, et l'expérience d'une vie de plus en plus virtuelle et détachée de rapport direct avec la nature - transforme le caractère des Hommes et leur prétendu atavisme pour la liberté. Ceci confère au nouveau pouvoir totalitaire du business international un caractère hégémonique, quand les pouvoirs totalitaires connus jusqu'alors possédaient des adversaires extérieurs. Un rapport de force et des circonstances désormais nouveaux pour les défenseurs de la liberté.
Les poules élevées en batteries ont-elles aussi un penchant naturel pour la liberté ? Assurément…

Banksy

Retour à la bougie

Le seul événement qui puisse permettre de parler d'un monde d'après est donc une vraie rupture, une rupture radicale et volontaire du processus de progrès technologique et du cycle d'adaptation à celui-ci. Décision non pas seulement individuelle mais impérativement collective.

Comme il n'existe aucun système de remplacement au système actuel qui puisse se placer dans une continuité technologique, économique et scientifique de croissance et garantir en même temps la pérennité de l'écosystème terre et la liberté des corps et des esprits, la seule voie possible pour la rupture est donc le retour.
Au bord du précipice, il n'y a d'issue que le retour.

Faites moi la grâce de ne pas prendre au pied de la lettre les mots « bougie » et « retour » dans ce qu'ils ont de caricaturaux dans la bouche de ceux qui les emploient à dessein de nuire. Mais faites-moi l'honneur de m'autoriser cependant à les utiliser tels quels, afin d'envisager ensemble ce qu'il y a de digne dans le retour et de chaleureux dans la flamme vascillante d'une bougie.

Nous sommes globalement confrontés à 2 choix opposés qui peuvent se déterminer par les mots de croissance/décroissance, mais également par ceux de continuité/rupture ou encore fuite en avant/retour.

Les perspectives de la croissance, de la continuité et de la fuite en avant du projet politique et économique mondialisé sont assez claires. Elles sont parfaitement décrites par tout un tas d'ouvrages, défendues par un grand nombre de personnes qui constituent l'essentiel du champ politique et ont déjà tracé, avec les pouvoirs économiques et financiers, les contours précis de cet horizon des possibles.
Il s'agit de technologie, d'intelligence artificielle, d'artificialisation, de robotisation intégrale du travail, de dématérialisation de la monnaie, de procréation assistée, de transhumanisme, de manipulation génétique du vivant, de voyages spatiaux, de pouvoir intégral donné aux technostructures, de gouvernance mondiale, d'uniformisation des langues, des diversités, des cultures, et de surveillance des corps et des esprits. Cet avenir constitue l'horizon auquel la majeure partie des chercheurs et des intellectuels travaillent, dans la continuité d'un progrès technologique et scientifique qui obéit au principe semble-t-il immuable de la nécessité de progrès et de quête de nouveauté, de savoir et de contrôle.
L'effondrement, la disparition du vivant tel que nous le connaissons, l'établissement d'une gouvernance mondiale ayant fonction de dictature s'inscrivent dans cette suite logique dont il ne faudrait apparemment pas s'alarmer puisqu'elle est inéluctable et constitue notre avenir logique.

Tout autre perspective entre nécessairement en collision avec cette logique et devient de fait une rupture dans l'évolution de l'Homme, tel que jamais elle n'a pu être observée à l'échelle du monde tout au moins. Voilà pourquoi cette perspective ne peut s'établir que par une décision collective majeure.

Et ce n'est pas un hasard si l'œil attentif de l'observateur

honnête vérifie que tout ce qui constitue « alternative », principes vertueux – du tri des déchets en passant par le recyclage, le zéro déchet, la coopération, le lien social, le slow tourisme, le commerce de proximité, le bio, le respect de la nature, le bien être animal et les nouvelles techniques agricoles - ne sont en fait pour la plupart que des adaptations de mécanismes et de techniques passées. Des retours au bon sens, à la vie, certes adaptés à la modernité, mais des retours tout de même.

Permettez-moi donc de présenter en effet le dilemme de la manière caricaturale à la mode : nous avons un choix collectif à faire entre la poursuite du « Meilleur des mondes », et le "retour à la bougie". Chaque choix comporte des désagréments et suffisamment d'incertitude et de dangers pour que l'on puisse avancer sans risque que ce choix est éminemment philosophique.

S'il n'y a pas de choix collectif tranché qui n'ait valeur de vrai choix démocratique, en effet, ce sera la guerre entre les tenants de la nature et ceux qui ont décidé de la détruire et de la nier. Il reste à choisir son camp.

Ils ont arrêté l'économie

Le fait éminent des confinements est l'arrêt de l'économie. Il existe suffisamment de textes et de témoignages pour que personne ne puisse douter un instant que l'arrêt de l'économie ait été fait avec l'assentiment des grandes entreprises et des élites financières. Pour les mafias qui gouvernent le monde, c'est une aubaine pour le "Great Reset". L'occasion selon eux non pas de sauver le système capitaliste de croissance dont ils savent qu'il est terminé, mais celle de réinitialiser un mode de décroissance dont ils tireraient les ficelles. Pas une décroissance pour eux ! Mais pour l'ensemble des peuples la pénurie, la pauvreté, la précarité, la lutte pour la survie, sous le joug d'une gouvernance ou d'une dictature mondiale, appelez-là comme vous voulez puisque c'est exactement la même chose. Le vieux rêve géopolitique universaliste serait à portée de main de tous les malades cliniques du pouvoir, si les Chinois n'avaient pas leur propre projet, Belt and Road Initiative (BRI), la nouvelle route de la soie. D'orient ou d'occident, peu importe. L'affaire se passe au-dessus de nos têtes et contre les intérêts des peuples et des êtres.

Décroissance choisie ou décroissance subie

99% des citoyens du monde dit "civilisé" - car pour les plus pauvres seule compte la survie - ont cru à leurs mensonges : le bonheur pour tous installé par la croissance infinie. Cette absurdité est l'objet et la cause unique du déni. Ce qu'il se passe aujourd'hui est une marche de plus dans l'escalade du mensonge et de la haute trahison. Le "Great Reset", c'est à nous tous de le faire d'abord dans nos convictions profondes. La décroissance est le seul avenir possible. Mais cette décroissance sera-t-elle choisie ou subie, voilà le choix qui est entre nos mains.
Quoi qu'il arrive, il faut se préparer à des batailles.
Saurons-nous saisir ensemble l'occasion du "Great Reset" et arracher notre destin des griffes des mafias qui dirigent le monde ? C'est la seule question qui vaille.
Alors, nous pourrons parler du monde d'après.

« ***Les élites cultivent la haine du peuple.***
Le peuple docile alimente la haine du peuple.
Pour se faire aimer, le peuple n'a d'autre choix que la révolte. »

Les origines du totalitarisme

Extrait de l'ouvrage « **Les origines du totalitarisme** » de **Hannah Arendt**.
Cette traduction d'extraits (des pages 906-910) est basée sur la version allemande de 1955 du livre édité par Hannah Arendt, qui diffère légèrement des versions anglaise et française :

« Le sujet idéal d'un régime totalitaire est quelqu'un pour qui la distinction entre les faits et la fiction et entre le vrai et le faux n'existe plus. »

L'objectif véritable de la propagande totalitaire n'est pas la persuasion, mais l'organisation - accumulation du pouvoir sans la possession de moyens de violence . A cette fin, l'originalité du contenu idéologique ne peut être considérée que comme un obstacle superflu. […]

Ce qui distingue les dictateurs totalitaires, c'est plutôt la détermination simpliste et exclusive avec laquelle ils choisissent les éléments d'idéologies existantes qui sont les plus propres à devenir les fondements d'un autre monde entièrement fictif. […]

Tout l'art de la propagande totalitaire consiste à trouver dans la réalité des éléments appropriés à sa fiction, à les transcender et à les généraliser de telle manière qu'ils restent définitivement inaccessibles à tout contrôle de l'expérience individuelle.
En isolant et en généralisant des éléments d'expérience, c'est-à-dire en les sortant du domaine de jugement qui les avait assignés à leur place dans le monde, on obtient une cohérence avec laquelle le monde réel ne peut entrer en concurrence.
L'organisation du mouvement totalitaire correspond alors exactement à la cohérence d'un monde fictif réalisé par la propagande.
En elle, le mouvement est capable de survivre à l'exposition de tous les mensonges spécifiques, parce que la conséquence de la fiction en tant que telle semble représenter une vérité "supérieure". […]

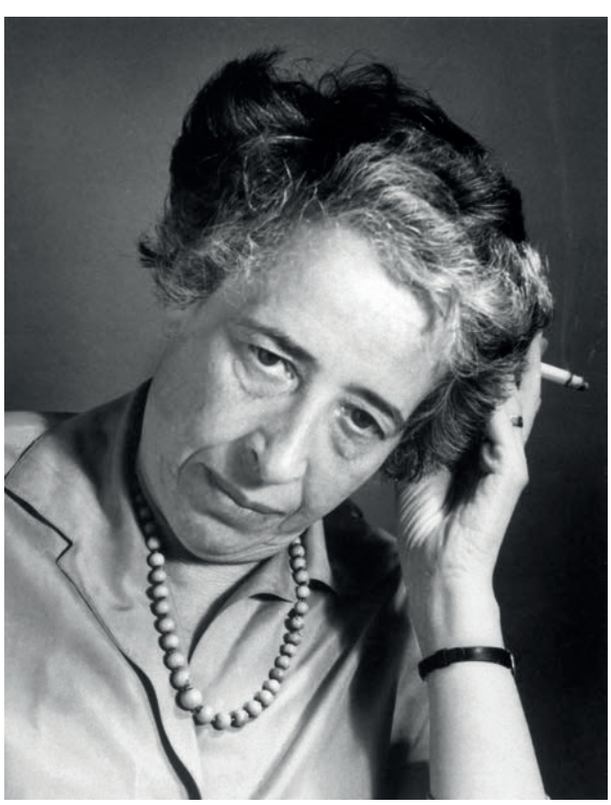
La persistance avec laquelle les dirigeants totalitaires s'accrochent aux mensonges originaux qui ont porté le mouvement au pouvoir, même lorsque leur absurdité est pleinement prouvée, n'a pas grand chose à voir avec la psychologie bien connue du menteur qui devient la victime ultime de ses propres mensonges. Car une fois que les mensonges de la propagande se sont incarnés dans une "organisation vivante", ils ne peuvent être éliminés sans mettre en danger l'ensemble de l'édifice de l'organisation elle-même. […]

La raison fondamentale de la supériorité de la propagande totalitaire sur celle des autres partis est que son contenu, au moins pour les membres du mouvement et la population d'un pays totalitaire, n'est plus un problème objectif à propos duquel on peut avoir son opinion, mais est devenu dans leur vie quotidienne un élément aussi réel et intangible que les règles de l'arithmétique. […]

Il est inutile de démontrer les extraordinaires avantages d'une propagande qui, constamment, ajoute la puissance de l'organisation à la voix faible et douteuse de la discussion, et réalise ainsi instantanément tout ce qu'elle avance.

Tous les arguments contre elle, qui proviennent d'une réalité que le mouvement promet de changer de toute façon, sont disqualifiés d'avance par le fait que les masses ne peuvent ni ne veulent accepter le monde réel. La propagande totalitaire n'est pas de la propagande au sens habituel du terme et ne peut donc pas être réfutée ou combattue par de la contre-propagande. Elle fait partie du monde totalitaire et ne sera détruite qu'avec lui.

C'est à l'heure de la défaite que devient visible la faiblesse inhérente à la propagande totalitaire.



Si le mouvement s'effondre pour une raison extérieure quelconque et que la "violence de l'organisation" a disparu, ses adeptes cessent de croire du jour au lendemain à un dogme et à une fiction auxquels ils étaient prêts à sacrifier leur vie hier.

Avec l'effondrement de leur patrie fictive, les masses retournent à la réalité du monde de laquelle le mouvement les avait protégées, redeviennent les individus isolés qu'ils étaient lorsqu'ils se sont rassemblés en masse, et, soit assument de nouvelles tâches dans un monde changé, soit retombent dans la superfluité désespérée de laquelle la fiction les avait soulagées pendant un moment.

The Great Reset - Retour vers le futur ?

« *Qui veut que le monde reste tel qu'il est, ne veut pas qu'il reste* » – Erich Fried

Nous devrions déplorer ce qu'est le monde. Et nous le faisons. Son état général est, comme nous l'apprenons de toutes les sources, quelle que soit leur position, catastrophique. La catastrophe est devenue le symbole du monde, le monde lui-même. Au lieu de monde ou de catastrophe, j'aurais pu écrire économie, capitalisme, système ou société. Ces termes deviennent de plus en plus synonymes.

Il y a trente trois ans maintenant, une certaine Margaret Thatcher (premier ministre du Royaume-Uni entre 1979 et 1990) affirmait que « *la chose qu'on nomme société n'existe pas* ». Elle a ainsi indirectement fait référence à la responsabilité propre du citoyen et à son sens des responsabilités envers les autres citoyens, et directement à une concurrence économique croissante entre les individus qui atteint son point culminant aujourd'hui. La responsabilité de l'État, lui-même composé de citoyens, a ainsi été partiellement suspendue et l'État, devenu une structure visiblement découplée du citoyen, s'est évidemment engagé de plus en plus avec d'autres parties prenantes, en particulier les structures et les actionnaires anonymes du capital.

La redistribution des richesses du bas vers le haut depuis les années 1980 et l'augmentation des inégalités au sein de la société en faveur des classes riches qui en a résulté, comme Thomas Piketty l'a examiné en détail dans ses œuvres [1], sont des indications de ce changement politique radical vers une auto-conception gouvernementale étrangère au citoyen. Le "néo-libéralisme" est donc une phase politiquement radicale et restauratrice - que Warren Buffet, l'un des hommes les plus riches du monde, a définit en 2006 (voir Landemains 4) comme une lutte des classes réussie par le haut. De nombreuses sources attestent que cette politique visant à la mondialisation, sous la protection de l'empire américain, est un agenda économique développé depuis les années 1940. Il ne s'agit donc évidemment pas d'une théorie de conspiration, mais d'un programme politique intentionnel lancé par des groupes d'intérêts économiques. Il a vu le jour au milieu des années 1970, après que « Les limites à la croissance » (1972) aient scientifiquement démontré l'inévitable fin approchante du modèle capitaliste de croissance sans limites.

La montée en puissance des élites du capital, qui s'est avérée impitoyable sur le plan économique et écologique pendant plus de 40 ans, tente aujourd'hui d'éroder complètement et de quasi abolir les derniers processus démocratiques qui faisaient encore obstacle à une prise en charge totale de l'industrie. Ce qu'il reste, ce sont des "cérémonies" ritualisées dans des pseudo-républiques, dans lesquelles dominent des structures non légitimées démocratiquement. Il ne s'agit pas seulement du secteur financier déréglementé, du FMI, de la Banque mondiale, de diverses banques centrales et de géants financiers privés comme BlackRock et compagnie. Aujourd'hui, les influences les plus fortes proviennent également d'autres initiatives du secteur privé telles que diverses fondations (Fondation Bill et Melinda Gates, Fondation Rockefeller, Fondation Bertelsmann, etc.) aux intentions prétendument humanitaires et revendiquant un statut d'utilité publique, ainsi que du Forum Économique Mondial (FEM), situé en Suisse. En tant que réseau mondial, il rassemble chaque année à Davos des représentants des plus grandes entreprises du monde avec des personnalités politiques, des scientifiques et des médias. Les détails de la structure et de l'histoire de cette fondation vieille de 50 ans peuvent être trouvés facilement sur Wikipedia : Emmanuel Macron y a participé en 2018, Xi Jinping, le président de la Chine en 2017, et depuis le gouvernement chinois y est représenté chaque année.

Vu le développement historique, géopolitique et économique des quarante dernières années, et partant du fait que le système économique se trouve, en terme de croissance, face à des problèmes interdépendants insolubles qui annoncent par des phénomènes de déclin visibles tels que la politique d'austérité, les révoltes ou les krachs boursiers, la fin de la mondialisation et du néolibéralisme, l'existence d'un nouvel agenda des sphères du pouvoir économique n'est pas surprenante.

Et voilà que ce nouveau "système d'exploitation" - une utopie technocratique-digitale - est promue par le FEM depuis début juin 2020 sous le nom « THE GREAT RESET » (la grande réinitialisation), campagne de propagande internationale à l'appui, comme solution à tous nos problèmes… en pleine crise du coronavirus dont on connaît les conséquences sociales et économiques. La destruction, contrôlée de facto, de pans entiers de l'économie mondiale a permis aux leaders du capitalisme-corporatif de réaliser des profits exceptionnels dans le monde entier grâce à la disparition d'un

grand nombre d'entreprises. Tout cela s'est produit avec une large acceptation du public - un phénomène étonnant - au début.

Concernant la "pandémie", la plupart des gens et des médias ont concentré jusqu'à présent leur attention sur les procédures décrétées de distanciation sociale, de masquage, de confinement, de quarantaine, de suivi et de traçage numérique de l'infection, etc., et ont complètement oublié que tout cela devait initialement être une exception de deux ou trois semaines pour « *aplatir la courbe* » des infections. Mais maintenant, après neuf mois, il devient lentement visible que cela constitue probablement le nouvel agenda politique de "La Grande Réinitialisation" - son titre officiel français.

Une première avancée vers la concentration du pouvoir mondial et des diktats géo-économiques est née dès 2015 à l'ONU, sous couvert de "développement durable" avec pour Agenda 2030, adoptée par les États membres [2]. Le 13 juin 2019, Klaus Schwab, président et fondateur du FEM, et António Guterres, secrétaire général des Nations Unies, ont signé un partenariat entre les deux organisations. Malgré

les conséquences prévisibles pour les populations, cela s'est fait sans grande attention médiatique. En avez-vous entendu parler ? Le premier point de cet accord concerne le financement de l'Agenda 2030 [3] de l'ONU par le FEM [4]. Les 46 pages de l'Agenda garantissent les droits des Hommes à une vie saine dans une nature intacte à l'horizon 2030, dans une croissance économique permanente. Les limites de l'imagination sont apparemment plus vastes que celles de la croissance.

Les détails de ce "Great Reset", dont plusieurs chefs de gouvernement parlent maintenant publiquement, peuvent être trouvés sur le vaste site web du FEM. La base conceptuelle décrit l'organisation comme une plateforme d'information en réseau stratégique : « *Renseignements stratégiques* », « *un système dynamique d'intelligence contextuelle qui permet aux utilisateurs de suivre les relations et les dépendances entre les sujets et ainsi de soutenir une prise de décision plus éclairée* ». Suivre les pistes magiques ou plutôt celles de l'argent ? À quels niveaux de décision s'adresse-t-on ? Il existe plus de 250 sujets sur lesquels vous serez soutenu de manière informative dans toutes les décisions que vous devrez prendre. Si vous avez des difficultés à prendre une décision concernant le Kazakhstan, la pollution de l'air, la corruption ou la réalité virtuelle augmentée, etc., vous trouverez ici tous les éléments. N'y-a-t-il pas de quoi s'émerveiller [5] ? Par ailleurs, la section sur la France est gérée par l'"Institut Montaigne", dont l'objectif déclaré est de fournir des recommandations politiques. La liste des noms du comité de direction de l'Institut mérite d'être consultée. Tandis qu'une grande partie du contenu de la plateforme du FEM sur des sujets ou des pays apparemment moins importants est générée par des machines.

Klaus Schwab est, avec divers soutiens, l'auteur de plusieurs livres qui décrivent et promeuvent la "quatrième révolution industrielle" tant attendue depuis 2015 par les élites du capital. La question posée par l'auteur « *Quel capitalisme voulons-nous ?* » trouve ici sa réponse détaillée par lui-même. On n'en espérait pas autant, pense-t-on instinctivement, tant ces livres ressemblent à de mauvais romans de science-fiction. Et voulons-nous au moins du capitalisme ? L'auteur est évidemment un capitaliste convaincu, transhumaniste, technocrate et économiste de type néo-classique à la fois. En fait, tout est envisagé sous l'angle de la rentabilité et de la nécessité absolue de croissance. Cela incline naturellement à faire des prévisions excessives. Pour les industries en situation de monopole et les plus grandes entreprises, "la terre où coulent le lait et le miel" est cartographiée. L'homme y apparaît tour à tour comme un décideur, un gestionnaire, un prestataire de services, un consommateur, un employé, un travailleur, un chômeur, un militant, un rebelle, en tant qu'individu isolé.

Ces livres qui s'adressent en premier lieu aux décideurs du monde des affaires et de la politique, ressemblent - et notamment le dernier « *Covid19 - The Great Reset* » - à un manuel pour entrepreneurs sur la meilleure façon d'adapter une entreprise aux conséquences de la politique anti-pandémie. Klaus Schwab y "prévoit" non seulement la "deuxième vague" automnale, mais aussi la fin probable de la "crise du corona" pour 2022 au plus tôt, répétant avec insistance l'impossibilité de lever les décrets d'urgence avant qu'il n'y ait une « *vaccination efficace* » pour tous. Y-a-t-il aussi des vaccinations inefficaces ? Bill Gates lui, dans une récente interview sur NBC [6], ne prévoit pas la fin de la pandémie avant 2024, après quoi il faudra 10 ans pour reconstruire l'économie dévastée…

Bizarrement, cette insistance répétée sur la dangerosité du virus est en contradiction flagrante avec une déclaration de l'auteur selon laquelle la "crise du corona" est « *l'une des pandémies les moins mortelles que le monde ait connues au cours des 2000 dernières années* ».
Néanmoins, tous les schémas d'argumentation des médias et des annonces gouvernementales sont présents dans ce livre pour démontrer que pour surmonter la crise économique mondiale actuelle prétendument due au coronavirus, la « *mère de toutes les crises* », l'économie mondiale va devoir se transformer radicalement.
Comment et dans quelle direction l'économie mondiale doit-elle se transformer ? Voilà qui ressemble à la lettre au

père Noël des souhaits détaillés des multinationales, de l'industrie informatique, de la numérisation et de la surveillance, du secteur financier, de l'industrie pharmaceutique, dans le droit fil des fantasmes de l'auteur sur la prochaine révolution industrielle qui, du point de vue des élites, se fait attendre depuis trop longtemps. Après tout, il y a quelque temps que l'on ne sait plus où placer le capital accumulé qui aujourd'hui n'est plus seulement un "tas d'argent", mais surtout la possibilité légalisée de monopoliser le savoir. Il existe actuellement un "trésor de savoir" privatisé, qui n'attend que la transformation des structures concomitantes à une révolution industrielle pour rendre possible un nouveau cycle de "Monopoly".
Si les pandémies peuvent déclencher des révolutions industrielles, ne serait-il pas possible que cela fonctionne également dans l'autre sens ? Klaus Schwab, lui, nous prévient que l'absence d'une révolution industrielle pourrait bien déclencher de nouvelles pandémies.

On le voit, c'est Mr. Schwab qui donne le ton, et l'impression que cela se reflète dans les mesures actuelles des États n'est pas fortuite. Un « *État fort* » à l'avenir, qui doit avant tout veiller à ce que des insurrections incontrôlables de la population ne se produisent pas, n'est qu'un exemple parmi d'autres. La pandémie a déjà « *endormi* » une centaine de soulèvements sociaux dans le monde, en France, au Chili, à Hong Kong, au Yémen, etc.

Sa vision radicale d'un nouvel ordre social basé sur les idées de l'industrie est habillée d'un flot d'euphémismes paradoxaux bien connus du milieu des agences publicitaires. Il s'agit de sauver le monde et d'en faire un endroit meilleur, ni plus ni moins, à la manière de Disney. La précarisation de la majorité de la population mondiale, la disparition d'une grande partie du monde des affaires sont des ajustements structurels nécessaires dus au virus malin. Ensuite, la « *nouvelle société* » protégera l'homme tout aussi nouveau, adaptable et perspicace.
La pensée circulaire "missionnaire" atteint ici un premier point culminant dans l'absurdité. Cette version plus sécurisée de la société, qui, selon lui, a été testée avec succès pendant la pandémie, deviendra la nouvelle norme, qu'il s'agisse de distanciation sociale contrôlée par les entreprises sur le lieu de travail ou de contact virtuel plus sûr, plus écologique et surtout moins cher dans la vie privée et familiale. Le "Great Reset", occasionné par le virus, régénèrerait une économie mondiale au bord de l'effondrement et générerait une croissance pour tous, en toute sécurité. Dans le monde mythique de Schwab, tout s'améliore en devenant moins cher. Youpi !

Ce miracle serait rendu possible par l'avènement du numérique. Tout le monde travaillerait à la maison la plupart du temps, à condition qu'on travaille puisque des quantités de postes de travail deviendraient superflues. Schwab énumère alors les secteurs voués à disparaître ou à être marginalisés, comme l'aviation, le tourisme, la gastronomie. Une attention particulière est accordée à ceux qui resteront et à ceux qui seront ajoutés, le « *secteur émergent des services* » en tête de la liste. Attention, il s'agit de services pour des produits innovants encore inconnus, tels les robots, machines, algorithmes de toutes sortes… L'argent serait largué par le tristement célèbre "hélicoptère" pour permettre un "revenu de base universel" qu'il faudrait plutôt

nommer "revenu de base inconscient". Sans blague, tout ça est écrit dans le livre. Un vrai cauchemar en effet mais qui permet d'affirmer qu'il n'y a pas ici de théorie du complot mais simplement le manuel d'utilisation, à disposition de tous, d'un homme extrêmement influent qui rencontre régulièrement depuis 50 ans les décideurs les plus importants de l'industrie et de la politique. Au fait, la cotisation annuelle pour les "adhérents" du FEM est seulement de 42.500 €.

Mais c'est quand il s'aventure dans le domaine environnemental que l'auteur donne la pleine mesure de son talent pour la mauvaise foi et la tautologie. Après 50 années de mises en garde de la communauté scientifique et d'écologie politique, Schwab nous explique donc sans trembler que la pandémie, semble-t-il désormais salvatrice et chère à son cœur, nous révèle les graves problèmes environnementaux actuels, se posant ainsi en défenseur de l'urgence environnementale.
Puisque ces problèmes environnementaux sont dus à l'industrie et au capitalisme aveugle des grandes entreprises, ce sont ces mêmes entreprises hégémoniques qui ont la solution pour les résoudre ! Mais ne nous y trompons pas. Pour insupportable qu'elle soit, la bêtise invraisemblable de tels raisonnements érigés en dogmes est reprise à l'unisson par la communauté internationale des garants du CAC 40 et mise en application tous les jours par les dirigeants de nos pays.
Schwab va jusqu'à regretter que les émissions de CO_2 n'aient selon l'Agence Internationale de l'Énergie baissé que de seulement 8% en 2020 et que le confinement n'ait finalement concerné que le secteur des transports, les industries ayant continué d'émettre dans le même temps. Il faut que les mesures prises pendant la crise deviennent la norme afin d'atteindre les objectifs de la COP 21. Sur ces bases, il engage la communauté internationale à saisir « *la fenêtre* » unique pour le "Great Reset" qu'offre la "crise du corona".
Sur cette lancée, Schwab a publié deux autres petits livres en novembre et décembre. Un troisième est à suivre en jan-

vier qui promet une redéfinition d"une « *économie globale qui travaille pour le progrès, les peuples et la planète* ».

Selon lui, l'accélération de la mise en œuvre de la "quatrième révolution industrielle" "vendue" à l'ONU suite à la pandémie serait positive, et permettrait une reprise économique et de croissance dans l'ère post-corona. Schwab propose notamment de résoudre les problèmes écologiques identifiés par le biais de programmes subventionnés par les États qui favorisent le développement industriel durable à coups de milliards. Ce que Macron appelle « *l'écologie industrielle* ». Schwab élabore une politique de l'emploi pour l'avenir qui prévoit d'utiliser immédiatement tous les chômeurs "créés" lors du "Great Reset" comme main d'œuvre d'un rétablissement de la nature. Un nouveau secteur industriel devrait être créé, promettant un avenir en or aux entreprises qui laissent leurs employés réparer la nature et laissant entrevoir une augmentation du PIB aux États. Alors quel capitalisme voulons-nous ? La réunion de Davos 2019 était intitulée : « Mondialisation 4.0 : concevoir une architecture globale à l'ère de la quatrième révolution industrielle ». Le thème « The Great Reset » était prévu pour la réunion de janvier 2021 à Davos, mais il a été reporté au mois de mai et déplacé à Singapour.

Nous savons par expérience que, sous le capitalisme, la réussite commerciale de l'un signifie toujours la crise de l'autre. Et on ne peut pas se défaire de l'impression qu'on transforme encore une fois le bouc en jardinier. On prétend avoir compris les enjeux de la situation, mais on propose comme solution une variante encore plus radicale de ce qui a causé les problèmes. Malgré la mise en place d'un « *État fort* » dans de nombreux pays, des résistances s'expriment actuellement partout dans le monde, non seulement au sujet des mesures contradictoires contre la pandémie, mais aussi contre le maintien compulsif d'un système économique défaillant en faveur des puissants.

Aucune personne informée et critique n'aurait quelque chose contre un "reset" économique de la société dans le sens d'une réévaluation raisonnable. Il est certainement nécessaire compte tenu de la situation économico-écologique désespérée. Mais cette "réinitialisation" devrait être négociée démocratiquement et ne pas simplement tomber de manière antidémocratique, comme un "Deus ex machina", d'un obscur "sommet" économique tel que le FEM, dans le sillage de la « *pandémie la moins mortelle que le monde ait connue au cours des 2000 dernières années* ». Il est pourtant évident qu'après 40 ans de néolibéralisme, la politique ne peut plus se défendre contre ce genre d'agenda industriel. Presque tous les partis ont activement contribué à cet état de fait et sont donc responsables de leur propre perte de pouvoir et du démantèlement des valeurs démocratiques qui y est associé. Il semble donc que ce soit aux citoyens à devoir défendre la démocratie.

Que l'on soit catalogué dans le camp des conspirationistes, ou qu'on lise simplement au grand jour l'agenda public de ceux qui dirigent le monde, on doit constater que pour faire face aux enjeux de la crise écologique mondiale, les gouvernements et les organisations mondiales n'ont pas fait le choix de la confiance aux populations. C'est précisément ce qui caractéristique la plus frappante des oppositions entre les lobbies industriels et les mouvements écologiques mondiaux depuis « Les limites de la croissance » dans les années 1970.

Jusqu'à présent, la compréhension de la précaution écologique s'installe par la résistance de plus en plus organisée aux intérêts économiques des plus puissants. L'application d'un mensonge, quel qu'il soit, sur une pandémie considérée comme "nécessaire" par les dirigeants serait alors un vote indirect contre la démocratie. Malheureusement, cette ligne antidémocratique est la revendication historique du monde économique, qui trouve que les processus démocratiques notamment en leur faveur sont trop lents, même dans une démocratie représentative corrompue par le lobbying. Klaus Schwab considère lui aussi à plusieurs reprises que les problèmes écologiques sont les échecs d'une politique et de processus démocratiques ralentis par trop de réglementation. Comme Bill Gates, il se pose en sauveur philanthropique de la dernière heure.

Les références de Schwab à la crise écologique sont un renversement simple des positions. Alors que jusqu'à présent, les mouvements écologistes accusaient l'échec politique d'une position citoyenne, ce sont maintenant les groupes d'intérêts industriels représentés par cette politique qui le font eux-mêmes. Est-ce une prise d'otage des positions de l'adversaire ? Klaus Schwab le dit lui-même. Il est un grand supporteur de Greta Thunberg.

Greta Thunberg et Jane Goodall Davos 2018

Schwab et la structure qu'il représente ont ainsi reconnu, au moins sémantiquement, les signes des temps et proclamé en quelque sorte la fin du néo-libéralisme et de la mondialisation telle qu'on l'imagine. Il aborde également le « *changement de système* » qui se produit en raison d'une instabilité générale et croissante du système mondial dans le sens d'une bifurcation systémique. Face à une situation imprévisible, il veut faire découvrir au lecteur ce qui est à venir. Il parle d'un « *nouvel ordre* » et d'une « *gouvernance mondiale* » inévitables, qu'il veut coordonner avec l'aide de « *l'État fort* » légitimé par la "crise du corona". S'agit-il vraiment de la pro-

tection de la nature et du climat ? Ou est-ce encore la vieille lutte des classes d'en haut contre le reste du monde, la troisième guerre mondiale ? Carl von Clausewitz a défini la guerre comme suit : « *La guerre est donc un acte de violence visant à forcer l'adversaire à accomplir notre volonté* ». (De la guerre - 1832)

Avec du recul, on peut affirmer qu'on se trouve devant un fantasme technocratique de toute-puissance typique, censé reposer sur l'annonce que les droits démocratiques fondamentaux et donc la base de notre système social vont soudain être rendus dépendants d'une solution technique, ici une "vaccination", qui est en fait soumise au hasard. C'est une impudence jusqu'ici impensable, connue seulement des utopies politiques. Si cette condition est acceptée, on pourra sortir à l'avenir n'importe quel virus du chapeau à tout moment et lui déclarer la guerre afin d'obtenir une totale liberté d'action de l'État. Malheureusement, dans certains États, des lois semblabes ont déjà été adoptées. Il semble donc que cela pourrait devenir une stratégie de domination très efficace, qui sous couvert de "protection du citoyen", revêt les caractéristiques banales du totalitarisme.

Or les puissants n'auraient-ils pas toutes les raisons de craindre la perte de leur position dominante ? Veulent-ils donner une "adresse" face à l'imprévisibilité de leur propre destin et la vendre à un monde qu'ils ont trahi et exploité jusqu'à présent ? L'affirmation selon laquelle la plupart des gens n'auraient pas pu prévoir la pandémie, tout comme la crise de 2008 ou d'autres crises, sert de publicité à leur prétendue clairvoyance. Cela vise à dissimuler une faillite du système financier qui traîne depuis 12 ans, et dont l'effondrement final a eu lieu durant l'hiver 2019/20, avant même la pandémie (voir Landemains 9). Avec la pandémie comme bouc émissaire pour presque tout, on s'autorise une nouvelle "prolongation du jeu".

Le terme "Reset" est traditionnellement également utilisé dans la domaine de la politique monétaire. Au total, 15.000 milliards de dollars provenant de nulle part ont été injectés dans le système monétaire en difficulté cette fois-ci et à ce jour : c'est le nouveau record. Ces nouvelles montagnes de dettes seront-elles éventuellement utilisées pour financer le "Reset" ? En tout cas, comme toujours, rien ne sera jamais remboursé. Et les critiques scientifiques et économiques du capitalisme ont, comme toujours, eu raison concernant ce krach là, nommé « *mère de toutes les crises* » par Schwab, sans jamais avoir obtenu de réactions concrètes à leurs critiques. Au contraire, on se délecte en des temps quasi "paradisiaques" où les souverains de l'argent peuvent enfin acheter le monde entier, grâce à corona. Une guerre pour des ressources entre les riches et les pauvres, ou la folie pure et simple ?

Ceux qui prétendent que la restructuration de l'économie peut contourner la nécessité de la décroissance, c'est-à-dire de la croissance négative pour des raisons écologiques impératives, signifient par là la monopolisation planifiée de la croissance restante et donc l'enrichissement ininterrompu des plus riches. Les technologies digitales du "Great Reset", respectivement de la "quatrième révolution industrielle", décrites comme extrêmement disruptives, et à la base d'une nouvelle utopie baptisée « *shakeholder capitalism , capitalisme des parties prenantes* » qui considère les entreprises comme les dépositaires de la société, sont-elles une schizophrénie totale ou la prochaine grande escroquerie ? C'est à vous d'en juger.

Ils prétendent vouloir sauver l'humanité et appellent ce processus "Reset", c'est-à-dire une remise à zéro. Non, ce ne sera pas un "nouveau départ" pour l'ancien système, mais un monde complètement nouveau, assure Klaus Schwab.

Ils prétendent soudainement et contre toute attente privilégier un « *État fort* », mais uniquement pour contrôler les citoyens et se protéger de soulèvements incontrôlables contre une pseudo-élite qui se barricadera dans ses "villes intelligentes" (smart cities). Et ils essaient en même temps de légitimer leur propre utopie précisément en reprenant à leur compte l'indignation mondiale et la critique toujours plus irréfutable de ce système et du capitalisme.

Ils prétendent vouloir sauver l'être humain avec des mesures (actuelles) qui sont la négation de tout ce qui est typiquement humain, vivant, avec un rejet de ce qui est civilisé, culturel, aimant, empathique, social. Leur vision de l'homme comme « *fusion de l'identité physique, numérique et biologique* » en étendard, une élite de psychopathes débridés pousse vers la folie un système au point de basculement, qui reste ouvert à bien des choses.

Voulons-nous vraiment nous engager ensemble sur la voie d'un féodalisme technocratique dans le but de rompre avec la civilisation, abandonner la démocratie comme idéal ? Un retour vers le futur ? Non, je ne le pense pas.
Nous trouverons certainement quelque chose de mieux. Et cela commence par la recherche de la vérité. La lutte ne fait que commencer. Prenez soin de vous !

Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations, vous pouvez soit lire les livres de Klaus Schwab :
« **COVID-19: La Grande Réinitialisation** » - 29 sep 2020
« **La quatrième révolution industrielle** » - 2017
Téléchargement gratuit des versions anglaises :
www.b-ok.org/s/Klaus schwab/
soit consulter le document récemment publié par le FEM :
« LIVRE BLANC OCTOBRE 2020 - Rétablir l'avenir du programme de travail : Perturbation et renouveau dans un monde post-COVID » :
www3.weforum.org/docs/WEF_NES_Resetting_FOW_ Agenda_ 2020.pdf

[1] : « Le capital au XXIe siècle » - 2013
[2] : www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/un-cadre-multilateral/l-agenda-international-du-developpement/article/l-agenda-2030-et-les-objectifs-de-developpement-durable-odd/
[3] : sustainabledevelopment.un.org/contentments/21252030 Agenda for Sustainable Development web.pdf
[4] : www.weforum.org/press/2019/06/world-economic-forum-and-un-sign-strategic-partnership-framework/
[5] : https://intelligence.weforum.org/
[6] : https://youtu.be/_Q8D1tdpeIU

Jean-Claude Michéa (né en 1950) est un professeur de philosophie et philosophe français.

Socialiste libertaire, il est connu pour ses positions engagées contre les courants dominants de la gauche qui, selon lui, a perdu tout esprit de lutte anticapitaliste pour laisser place à la « religion du progrès ».

Il emprunte à Orwell la notion d'« anarchiste conservateur » pour se définir. Ses travaux consacrés à Georges Orwell font d'ailleurs de lui « un auteur recherché ». (source Wikipédia)

Et en effet, Jean-Claude n'est pas facile à trouver.

Estujat dens lo son villajòt deu hons de las lanas, cuentat per totas las òbras deu casau, la soa petita agricultura de casa ; il rechigne à se déplacer, à passer trop de temps devant son ordinateur alors que les travaux du dehors le réclament.

Le long entretien qu'il nous donne, dont nous avons autorisé le journal de la décroissance à publier un extrait, est l'effort de plus d'un mois de travail et constitue un vrai cadeau pour tous les lecteurs de Landemains. Preuve de son attachement à notre pays, et de l'estime qu'il porte à notre revue, de toute évidence.

Entretien avec Jean-Claude Michéa

Octobre 2020

Landemains (LDM) : *Le travail du collectif nouTous ainsi que du journal Landemains est, en constante collaboration avec les associations environnementales historiques et le réseau des initiatives locales à vocation écologiste (au sens éthymologique et scientifique du terme), d'informer, de sensibiliser et de mobiliser l'opinion sur les enjeux clairs de protection de la nature : Organiser le combat, penser la réalité, réduire la complexité technocratique, créer des clivages compréhensibles pour simplement protéger du sable, de la terre, des arbres et de l'eau. Selon nous, la stricte protection de la nature, de notre nature, est le seul point de convergence possible pour qui veut donner et redonner un sens à sa vie et à la vie. Vous êtes abonné à Landemains depuis le numéro 3, vous suivez les activités du collectif nouTous et êtes informé des enjeux environnementaux qui agitent notre région. Vous êtes signataire du manifeste " les Landes sont ma nature ", que signifie pour vous cet engagement ?*

Jean-Claude Michéa (JCM) : Quand j'ai choisi, il y a maintenant un peu plus de quatre ans, de m'installer dans un petit village des Landes - à 10 kms du premier commerce et à 20 kms du premier feu rouge, comme j'ai l'habitude de le décrire pour ceux de mes amis citadins qui croient encore que la "France périphérique" n'est qu'un mythe inventé par Christophe Guilluy - c'est avant tout parce que le style de vie moutonnier, hors-sol et humainement appauvri des grandes métropoles modernes (dans mon cas, celui de Montpellier) avait fini par me devenir insupportable, aussi bien sur le plan physique que sur le plan intellectuel. Le fait de m'être abonné à votre revue - j'ai découvert le numéro 2 de Landemains à la librairie Caractères de Mont de Marsan - et d'avoir, dans la foulée, signé votre manifeste « Les Landes sont ma nature » (le terme d'"engagement", avec toute sa charge sartrienne, me parait toutefois un bien grand mot !) n'a donc, par lui-même, rien de surprenant.

Je serai, en revanche, un peu plus réservé sur votre thèse (ou du moins sur sa formulation) selon laquelle la « *stricte protection de la nature est le seul point de convergence possible pour qui veut redonner un sens à sa vie et à la vie* ». Ce n'est certainement pas à vous, en effet, que j'apprendrai que l'actuel processus de destruction accélérée de l'environnement (et, en premier lieu, du climat, de la biodiversité et de la fertilité des sols) n'est, pour l'essentiel, que l'envers logique d'un système économique fondé sur l'accumulation sans fin du capital - ou, comme on préfère dire aujourd'hui sur la "croissance". Système dont Marx rappelait déjà - loin d'être "conservateur" ou "réactionnaire" par essence - qu'il ne pouvait, au contraire, connaître « *aucune limite naturelle ou morale* ». Ce qu'on appelle le "sentiment de la nature" ne saurait donc être considéré comme une véritable "force révolutionnaire" (pour reprendre ici le titre de l'essai que Bernard Charbonneau avait consacré à cette question en 1937) que s'il trouve son prolongement intellectuel dans une critique radicale du "progrès" capitaliste et de son imaginaire moderniste, centralisateur et uniformisant. Ce qui revient à dire que ce combat pour une « *stricte protection de la nature* » - que vous appelez, à juste titre, de vos vœux - ne peut lui-même être réellement cohérent que s'il s'articule simultanément avec celui des différentes classes populaires (celles, en un mot , dont l'exploitation, directe ou indirecte, conditionne en temps réel la reproduction quotidienne de la société capitaliste) et donc aussi avec la défense de toutes ces traditions et pratiques communautaires qui permettent justement à ces classes populaires, notamment en milieu rural, de résister encore, vaille que vaille, au rouleau compresseur du libéralisme économique et culturel.

Or c'est précisément le refus de tirer toutes les conséquences politiques de ce lien structurel, entre l'exploitation capitaliste de la nature et celle de la force de travail humaine, qui conduit aujourd'hui les fractions les plus "radicalisées" - au sens religieux et sectaire du terme - des nouvelles classes moyennes des grandes métropoles (cette "bourgeoisie verte" dont la haine de classe trouve désormais dans le vote Europe-Ecologie-les-Verts son exutoire politique le plus approprié) à vouloir éradiquer en totalité - sous couleur, c'est bien sûr là toute l'ambigüité, d'une « *stricte protection de la*

nature » - tout ce qui s'apparente encore, de près ou de loin, à une pratique, une tradition ou un sentiment populaire. De ce point de vue, j'avoue être assez impatient de découvrir quels arguments "écologiques" cette nouvelle bourgeoisie verte ne manquera pas de mettre en avant le jour où l'idée saugrenue lui viendra (et on peut faire confiance, sur ce point, à un Pierre Hurmic, un Grégory Doucet ou une Alice Coffin) d'interdire l'accordéon, la pelote basque, la pétanque, le port du béret, les tournois de belote, les courses landaises, le rugby de village, la chasse aux sangliers et la sonnerie dominicale des cloches des églises de campagne ! Une dérive élitiste et hyper-urbaine qui aurait naturellement révolté les pionniers de la critique écologique radicale - de Murray Bookchin et Jacques Ellul à Ivan Illich ou André Gorz - et dont l'un des aboutissements logiques est ce "colonialisme vert" que pratiquent de nos jours, dans toute l'Afrique, WWF et plusieurs autres ONG occidentales (l'expulsion méthodique des petits éleveurs et des petits paysans de leurs terres d'origine sous le prétexte officiel de "protéger la nature") et dont Guillaume Blanc vient de mettre en lumière, dans son dernier ouvrage, les effets humains désastreux. Inutile de préciser qu'il s'agit là d'une dérive idéologique contre laquelle votre revue me semble entièrement protégée !

LDM : *Le dernier combat en cours, la protection du lézard ocellé contre le bétonnage de la côte, illustre de manière encore plus prégnante une réalité qui ressemble à un théorème : Les mécanismes de protections institués par le système capitaliste sont intégrés eux-mêmes au processus de destruction qui les englobe. On pourrait redéfinir ce qu'on a nommé "le déni" par l'impossibilité de considérer (ou la volonté d'oublier, l'aliénation à l'acceptation) la réalité à l'échelle du système pour se focaliser sur les détails. Evacuer le fond pour discuter sans fin sur la forme. Il reste que le processus de destruction prévaut et se nourrit de cette situation paradoxale. C'est vrai semble-t-il en matière de nature, de culture, de lien social, bref d'humanité. Quelle est votre analyse sur ce point ?*

JCM : Voilà qui remet l'église au centre du village et la dynamique de l'accumulation sans fin du capital au cœur de l'évolution de toutes les sociétés libérales modernes ! Vous avez parfaitement raison, en effet, de rappeler que c'est avant tout « *l'impossibilité de considérer la réalité à l'échelle du système* » (de relier, en d'autres termes, chaque "avancée", locale ou partielle, du mode de production capitaliste - par exemple la destruction systématique de terres agricoles pour permettre la construction d'un terrain de golf ou d'un complexe touristique géant - à cette logique prédatrice qui le pousse en permanence, selon la formule de Marx, à « produire pour produire et accumuler pour accumuler ») qui rend, de nos jours, aussi difficile la compréhension critique de cette réalité. Et, en premier lieu, de ce fait par excellence moderne - comme Guy Debord le soulignait dès 1967 dans « La Société du Spectacle » - que, dans un monde soumis au mouvement toujours recommencé du capital, « *le vrai est un moment du faux* ». A l'image, effectivement, de ces « *mécanismes de protection institués par le système capitaliste* » dont il devrait pourtant être clair pour tout le monde qu'ils relèvent eux-mêmes avant tout du « *processus de destruction qui les englobe* ».

Votre analyse me paraît d'ailleurs d'autant plus fondée que la dynamique du capital ne se réduit plus, aujourd'hui, à sa seule dimension économique (si tant est que cela ait jamais été le cas). Même s'il reste bien sûr incontestable que la contradiction que cette dynamique induit sans cesse - entre, d'une part, sa tendance systémique à remplacer le travail vivant, sous l'aiguillon de la concurrence internationale, par des machines, des robots et des algorithmes, et le fait, de l'autre, que ce travail vivant demeure pourtant, en dernière instance, la seule source de valeur réellement ajoutée (à la différence, par exemple, de celle de la plupart des produits financiers modernes et du "capital fictif") - continue clairement de définir la base sur laquelle prennent naissance et se développent toutes les autres contradictions de la société libérale. Car s'il est vrai - comme le voulait Friedrich Hayek, le pape du "néolibéralisme" moderne - qu'un système capitaliste digne de ce nom est fondamentalement celui dans lequel « *chacun est libre de produire, de vendre et d'acheter tout ce qui est susceptible d'être produit ou vendu* » (qu'il s'agisse, par conséquent, d'une trottinette électrique, d'un kilo de cocaïne, d'une kalachnikov, d'une montre connectée ou du ventre d'une mère porteuse indienne ou mexicaine), alors il s'ensuit logiquement qu'un tel système économique ne peut lui-même fonctionner de manière optimale que s'il encourage toujours plus - selon une formule du jeune Engels - « *la désagrégation de l'humanité en monades dont chacune a un principe de vie particulier et une fin particulière* » (autrement dit le développement d'un nouveau type d'être humain, autocentré, avide de consommer les derniers

gadgets technologiques que l'industrie publicitaire fait miroiter devant ses yeux, et n'admettant plus d'autre règle de conduite que ce fameux "c'est mon choix" qui définit l'alpha et l'oméga de toute idéologie libérale). De ce point de vue, un système capitaliste intégralement développé (c'est-à-dire devenu enfin capable – à l'image, par exemple, de celui de la Silicon Valley – de tourner sur ses propres bases idéologiques et culturelles) se présente donc toujours comme un "fait social total" (au sens que Marcel Mauss donnait à ce concept) dont les effets dissolvants et atomi- sants - loin de se cantonner à la seule sphère économique – se manifestent effectivement tout autant, et sans doute même aujourd'hui beaucoup plus, « *en matière de nature, de culture, de lien social, bref d'humanité* » (pour reprendre votre formulation).

J'en profite pour ajouter que c'est précisément parce que le système capitaliste est à présent devenu un "fait social total" - à la fois économique, politique et culturel - que son mode de développement revêt désormais de plus en plus la forme d'une fuite en avant suicidaire. Comme Rosa Luxemburg le soulignait déjà, en 1913, dans son Accumulation du capital, un système capitaliste ne peut en effet se reproduire et fonctionner de façon encore à peu près efficace que s'il continue à puiser une partie essentielle de son énergie motrice dans des bassins économiques et civilisationnels (sans même ici parler des ressources écologiques que sa logique de " croissance " l'oblige à piller sans la moindre limite) qui

existaient avant lui - ou qui existent ailleurs, dans le cas des sociétés non européennes - et qui échappent donc encore partiellement à sa dynamique aveugle et prédatrice. Ou, si l'on préfère, dans tous ces "gisements culturels" - l'expression est de Cornelius Castoriadis - qui se sont accumulés tout au long de l'histoire humaine et que le développement sans cesse accéléré du mode de vie capitaliste et libéral conduit inexorablement à noyer, selon la formule célèbre de Marx, « dans les eaux glacées du calcul égoïste ». C'est donc, en ce sens, la logique même du système capitaliste (transformer en permanence tout ce qu'il touche en marchandise et occasion de profit, jusqu'à l'extinction finale de toute vie terrestre) qui le conduit de façon aussi absurde à déconstruire, l'une après l'autre, ses propres conditions de possibilité historiques et culturelles. Ou, pour le dire de façon plus simple, à scier sans cesse la branche sur laquelle il est assis. Difficile alors de ne pas faire le rapprochement avec cet antique roi phrygien Midas qui, d'après la légende grecque, était mort de faim et de soif pour avoir bêtement accepté du dieu Dionysos (il faut toujours lire jusqu'au bout les clauses d'un contrat d'assurance !) le don - certes, à première vue, tout à fait "rentable" - de transformer en or tout ce qu'il pourrait toucher. On ne saurait mieux résumer, en effet, ce qui deviendra, deux millénaires plus tard, la contradiction constitutive de toute société capitaliste !

LDM : *Plus que jamais, cette réalité est visible sur la question du coronavirus. Le système qui détruit est le même que celui qui protège, et chacun semble se résoudre à accepter docilement cette fatale protection. Selon Norbert Haering, journaliste allemand observateur du grand capital et du monde corporatif, la Fondation Rockefeller promeut désormais ouvertement la surveillance totale. Dans un article récent il reprend notamment les propos de Peter Schwartz, futurologue ayant travaillé pour le Pentagone et le Forum Économique Mondial, membre du Conseil d'Administration du Center for a New American Security (CNAS).*
« La vérité est que, pour des raisons de sécurité, de commodité et maintenant de santé, nous allons progressivement accepter beaucoup plus de surveillance. Et en fin de compte, cela ne nous dérangera pas car - pour la plupart des gens dans la plupart des situations - cela fait plus de bien que de mal. »
Schwartz collabore notamment avec la Fondation Rockefeller, les cabinets Deloitte et de nombreux partenaires de coopération puissants, notamment Gavi Vaccine Alliance et Accenture, la Fondation Gates, la Banque mondiale et diverses organisations des Nations Unies qui travaillent ensemble sur un grand nombre d'alliances et de projets de surveillance. Complot ou simple réalité ?

JCM : Je me garderai bien, pour ma part, de me prononcer sur l'aspect "scientifique" de la question. La vérité, c'est que nous ne savons toujours pas grand-chose, au moment où je vous parle, de la nature exacte de cette mystérieuse COVID-19, de la façon dont elle circule et se transmet, du danger réel qu'elle représente pour l'humanité, et même – et c'est sans doute là le plus inquiétant – des véritables conditions dans lesquelles elle est apparue (l'hypothèse d'un virus échappé d'un laboratoire chinois, bien qu'assez improbable, ne peut d'ailleurs toujours pas, à l'heure actuelle, être écartée). D'autant que si cette "crise du coronavirus" a eu au moins un mérite - surtout après les vibrants appels saint-simoniens de la jeune Greta Thunberg à « *unir l'humanité derrière ses scientifiques et ses experts* » - c'est certainement d'avoir rendu beaucoup plus difficiles à dissimuler - notamment à travers la polémique suscitée par les prises de position du Pr. Raoult - les liens qui existent depuis très longtemps entre nombre de sommités du monde médi-

cal et de la "communauté scientifique" et ces grands laboratoires privés de l'industrie pharmaceutique dont l'objectif véritable est clairement de rentabiliser à tout prix vaccins et médicaments (l'autocritique du Lancet, après sa tentative avortée de discréditer, sur la base de statistiques truquées les thèses du Pr. Raoult, est, de ce point de vue, particulièrement éloquente).

Ce qui est certain, en revanche - au-delà du fait que l'exacerbation de tous les processus capitalistes (interconnexion généralisée de tous avec tout, règne de la mobilité incessante et du tourisme massifié, disparition progressive des espaces échappant encore à la loi du béton et de l'étalement urbain, etc.) ne peut, de toute évidence, que favoriser l'entrée rapide de l'humanité dans l'ère des pandémies mondialisées et perpétuelles - c'est que les politiques sanitaires préconisées par l'OMS et la plupart des États pour endiguer la propagation de ce virus (du confinement massif des populations à l'apprentissage systématique des nouveaux "gestes-barrière", en passant par le port obligatoire du masque et le lavage rituel des mains) contribuent toutes, que ce soit de façon directe ou indirecte, à encourager une nouvelle manière de se comporter les uns envers les autres - autrement dit, de "vivre ensemble" et de "faire société" - qui coïncide curieusement avec la description classique que donnait Marx d'une société libérale achevée. A savoir une société atomisée (c'est-à-dire fondée sur la croyance métaphysique que l'homme est par nature une « *monade isolée et repliée sur elle-même* ») et qui trouverait donc sa vérité ultime dans la « *séparation de l'homme de la communauté, de lui-même et des autres hommes* ». Or qu'est-ce, en effet, que cette « *atomisation du monde* » que dénonçaient continuellement les premiers socialistes, sinon le confinement de chacun dans sa sphère privée - le Marché autorégulé et le Droit procédural se présentant dès lors comme les deux seules instances capables d'établir un minimum de "lien social" entre des individus censés être « *indépendants par nature* » ? Et le "geste barrière", sinon celui qui doit mettre en scène, à chaque instant, cette séparation ontologique de chacun avec tous ?

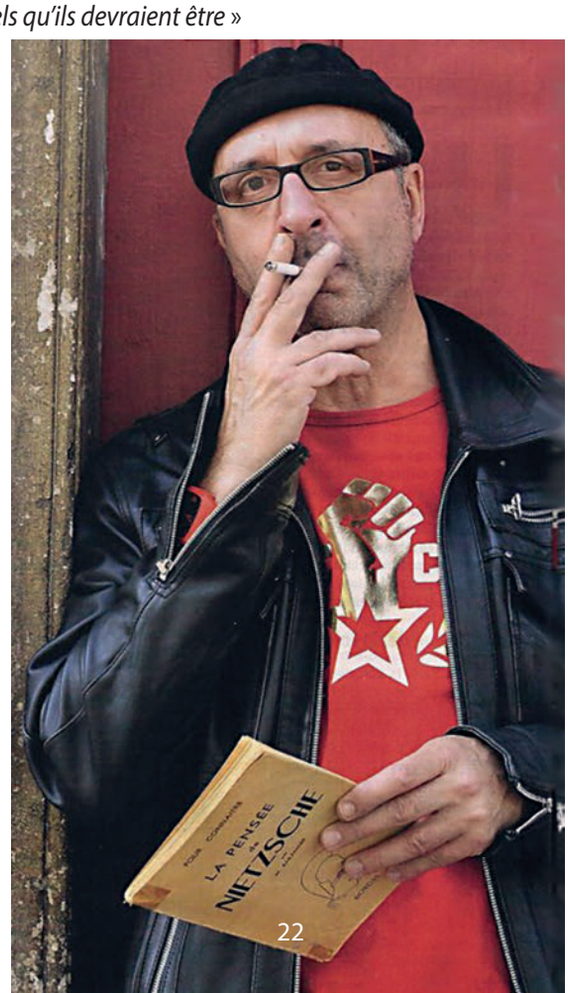
Bien entendu (et même si l'influence décisive qu'exerce la fondation Bill et Melinda Gates sur la politique de l'OMS a en effet de quoi inquiéter) cette troublante coïncidence entre les impératifs de l'ordre sanitaire et ceux de l'ordre libéral ne doit cependant pas être interprétée comme le signe d'un "complot" organisé à froid par les maîtres du monde (ce qui reviendrait du reste à prêter à ceux-ci une culture et une intelligence stratégique qu'ils n'ont probablement jamais eues). Depuis Thucydide, nous savons bien, en effet, que toute pandémie induit spontanément des phénomènes de "distanciation" physique, de décomposition du lien social et de soupçon généralisé, qui sont tout à fait comparables à ceux d'une guerre civile (Thucydide rapprochait par exemple les effets de la grande peste d'Athènes de ceux de ces abominables massacres de Corcyre au cours desquels, notait-il avec dégoût, « *le père tuait le fils* " pendant que « *le sens des mots changeait de façon arbitraire* »). Et ce n'est certes pas un hasard si c'est justement sous l'influence principale des terribles guerres civiles de religion du XVIe et du XVIIe siècles (guerres dont le fanatisme et l'atrocité avaient fini par convaincre la plupart des intellectuels de l'époque, à l'image de Pascal ou de Hobbes, que l'homme était en réalité « *un loup pour l'homme* », et non - comme on l'admettait depuis Aristote - un être social par nature) que les premiers théoriciens du libéralisme en étaient progressivement venus à proposer une vision radicalement individualiste et égoïste de l'être humain et de la société.

Pour autant, il faudrait effectivement être d'une candeur extrême pour croire un seul instant que les différentes oligarchies libérales en place - quand on connaît par exemple le cynisme absolu d'un Emmanuel Macron ou d'une Angela Merkel (le peuple grec a quelques raisons de s'en souvenir !) - n'ont pas immédiatement perçu l'immense bénéfice politique qu'elles allaient pouvoir tirer d'une crise sanitaire dont, c'est vrai, elles n'étaient pas directement responsables (sinon, bien sûr, à travers leur politique de démolition méthodique du service public hospitalier) mais qui, en revanche, leur fournissait un prétexte en or pour radicaliser et accélérer la mise en oeuvre de l'ensemble de ces réformes politiques, économiques et sociétales (apprendre par exemple – jubilait Emmanuel Macron - à se « *saluer sans s'embrasser ni se serrer la main* ») que le caractère de plus en plus impitoyable de la guerre économique mondiale et les difficultés croissantes de la mise en valeur du capital déjà accumulé, rendent, d'un point de vue libéral, absolument indispensables. Qu'il s'agisse, par exemple, du contrôle policier accru des populations civiles par l'État et les géants du Web (souvenons-nous ainsi des objectifs ouvertement liberticides de la sinistre loi Avia), des appels incessants à développer l'enseignement à distance, le télé-travail et, d'une façon générale, tout ce qui permet de "dématérialiser" - et donc de déshumaniser encore un peu plus - les relations humaines les plus essentielles, ou encore de programmer l'euthanasie de tous ces établissements et petits commerces indépendants qui continuent à faire de l'ombre à la grande distribution, aux chaînes de restauration rapide ou au "e-commerce", et dont la survie économique est donc jugée par la plupart des idéologues du système comme une survivance archaïque et un frein inacceptable au processus de concentration permanente du capital). Avec à la clé, la possibilité ainsi offerte aux classes dirigeantes et possédantes - quitte, pour cela, à brandir à intervalles réguliers cette arme du "reconfinement" qui, cerise sur le gâteau libéral, permet aux GAFAM, entre autres, de s'enrichir de façon encore plus indécente - de mettre sur le compte d'une catastrophe naturelle, les multiples dégâts sociaux et humains (des "plans sociaux" en série à venir aux inévitables hausses des impôts, des taxes et des tarifs publics, en passant par la brutalisation de plus en plus prévisible des rapports humains quotidiens) que ces réformes néolibérales allaient de toute façon immanquablement occasionner. Et cela bien sûr, qu'il y ait ou non une crise sanitaire, ou que les effets de celle-ci soient tout à fait réels ou artificiellement surestimés. A tel point qu'on ne peut même plus exclure, si cette grande contre-révolution culturelle libérale allait jusqu'à son terme logique, que plusieurs des "gestes-barrière", imposés pour des raisons, au début strictement médicales, (voire, s'il le faut, le port intermittent du masque lui-même), finissent par

prendre définitivement racine dans le "monde d'après", en lieu et place, par conséquent, de toutes ces coutumes et manières de faire populaires qui permettaient encore, jusqu'à présent, de préserver un minimum de cohésion sociale et de vie commune digne de ce nom. Une application particulièrement cynique et retorse, en somme, de cette "stratégie du choc" que Naomi Klein avait déjà mise en lumière, en 2007, dans son essai fondateur sur le "capitalisme du désastre".

LDM : *Dans un livre consacré à Georges Orwell, vous reprenez une citation vieille de 80 ans : « Dans le passé, chaque tyrannie finissait, un jour ou l'autre, par être renversée, ou au moins combattue, parce que ainsi le voulait la "nature humaine", éprise comme il se doit de liberté. Mais rien ne nous garantit que cette "nature humaine" soit immuable. Il se pourrait tout autant que l'on parvienne à créer une race d'hommes n'aspirant pas à la liberté, comme on pourrait créer une race de vaches sans cornes. » George Orwell – 1939*
Sommes-nous arrivés là ?

JCM : Disons plutôt que nous n'avons jamais cessé d'y arriver ! Le trans-humanisme d'un Laurent Alexandre ou d'un Raphaël Logier (et, plus généralement, celui de tous les Dr Folamour de la Silicon Valley) ne constitue rien d'autre, en effet, qu'une forme radicalisée de cette volonté de remodeler en permanence l'être humain - pour rendre ici hommage à l'ouvrage classique de Vance Packard - qui définit de plus en plus la logique libérale, comme Francis Fukuyama le reconnaissait d'ailleurs lui-même dans les dernières pages de son essai sur la Fin de l'histoire. Une telle affirmation risque, il est vrai, de surprendre tous ceux qui se souviennent du souci constamment affiché par les premiers penseurs libéraux - d'Adam Smith à David Hume - de « *prendre les hommes tels qu'ils sont* » et non « *tels qu'ils devraient être* » (le libéralisme originel se voulait avant tout, en effet, une philosophie du bon sens et fermement opposée, de ce point de vue, à tous les fanatismes religieux et à toutes les utopies totalitaires). Le problème (mais c'est celui, par définition, de toutes les constructions qui sont essentiellement idéologiques), c'est que la mise en œuvre concrète de leurs principes officiellement "émancipateurs" (l'idée, en somme, qu'il suffirait de confier la "gouvernance" d'une société aux seuls mécanismes anonymes et impersonnels du Marché et du Droit, et donc aux "experts" correspondants, pour qu'elle devienne très vite libre et prospère) finit toujours par déboucher, à la longue, sur un monde structurellement inégalitaire (il suffit d'observer une partie de Monopoly !), écologiquement destructeur et aliénant, dans lequel ces paisibles penseurs (qui étaient d'ailleurs tous - faut-il le rappeler ? – de fervents partisans de la philosophie des Lumières) auraient sans doute eu le plus grand mal à reconnaître une conséquence logique de leurs "robinsonnades" initiales (pour reprendre le terme de Marx). Ce qui caractérise avant tout, en effet, le "libéralisme réellement existant" - qu'il s'agisse de celui d'une Margaret Thatcher, d'un Justin Trudeau ou d'un Emmanuel Macron - c'est que loin que l'économie s'y déploie continûment au service de l'homme et de ses besoins réels - comme l'espérait naïvement le brave Adam Smith - c'est toujours à ce dernier qu'il appartient, au contraire, de tout faire pour "rester dans la course" et s'adapter à chaque instant de sa vie (le libéralisme réellement appliqué est bel et bien un darwinisme social) au mouvement supposé "autonome" et "naturel" de l'économie et du "Progrès" (d'où, au passage, ce sentiment qu'éprouvent de plus en plus les gens ordinaires - Houellebecq en est le grand témoin littéraire - d'une extension continuelle du « *domaine de la lutte* » et de la « *guerre de tous contre tous* »). C'est ce qui explique, entre autres, que l'accumulation du capital ne soit pas seulement un processus sans fin (d'où, déjà, cet état de folie furieuse dans lequel l'idée même de "décroissance" plonge par définition tout idéologue libéral). Elle se définit également comme un processus sans sujet (ou un « *sujet automate* » - selon l'expression employée par Marx dans « Le Capital »). Or une fois admis qu'une société libérale "réellement existante" ne peut ainsi exister qu'en « *révolutionnant sans cesse les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux* » (Marx), il s'ensuit tout aussi logiquement - pour reprendre cette fois-ci la formule de l'historien anarchiste Miguel Amoros - qu'elle ne saurait non plus continuer à « *produire de l'insupportable* » sans produire, du même mouvement, « *les hommes capables de le supporter* ».



Que cette nécessité impérieuse, pour toute société libérale, (nécessité qui n'apparaît donc contradictoire que si on juge cette dernière à l'aune des seules intentions explicites de ses pères fondateurs) de créer une « *race d'hommes n'aspirant pas à la liberté* » (autrement dit, dressés depuis leur plus petite enfance - on sait qu'il existe même à présent, aux États-Unis, des chaînes de TV pour bébés ! - à s'aligner d'eux-mêmes sur les rythmes toujours renouvelés de la mode et de l'innovation technologique) prenne donc de plus en plus, de nos jours, la forme scientiste du « *meilleur des mondes* » trans-humaniste et de cet eugénisme libéral qui en est le complément logique (songeons, par exemple, à tous ces débats - ou plutôt à cette absence de débat - qui entourent la GPA et son préalable immédiat, la « *PMA pour toutes* ») ne devrait donc, comme je le soulignais

tout à l'heure, étonner personne. Sous réserve qu'on n'oublie pas pour autant que cette fabrication structurellement indispensable - d'un point de vue libéral - d'un homme indéfiniment flexible (ou "augmenté") et sans cesse remis à jour en fonction des seules exigences toujours renouvelées de l'accumulation du capital, repose encore, pour l'essentiel, sur des techniques de dressage de l'esprit humain, beaucoup plus classiques et, jusqu'à présent du moins, visiblement toujours aussi efficaces. Tout d'abord - c'est, bien sûr, la plus facile à repérer - sur une propagande médiatique de tous les instants qui prend même de plus en plus, de nos jours, des allures franchement "nord-coréennes" (songeons, entre autres, au cas exemplaire des spin doctors et des fact checkers de France Info). Ensuite, sur cette omniprésente industrie du marketing et de la publicité dont la fonction véritable, depuis l'origine, a toujours été de produire et de vendre au plus offrant du « *temps de cerveau humain disponible* » (on lira, à ce sujet, les analyses lumineuses que Dany-Robert Dufour consacre au rôle central joué aux États-Unis, dès les années 1920, par Edward Bernays - neveu de Freud, inventeur du marketing moderne, et premier idéologue libéral à avoir théorisé d'une façon aussi cynique et glaciale la nécessité économique et politique - pour toute société marchande - d'un lavage quotidien du cerveau humain par la propagande publicitaire). Et enfin, last but not least, cet enseignement officiel de l'ignorance qui est clairement devenu - depuis les grandes réformes néolibérales de l'éducation mises en place à partir des années 1980 (et le plus souvent, hélas, par des gouvernements de gauche et avec l'aide des parents d'élèves de gauche !) - la raison d'être première de ce qu'on appelle encore, par nostalgie, l'École "républicaine" et l'Université. Enseignement de l'ignorance délibérément axé - comme le notait Guy Debord, en 1988, dans ses « Commentaires sur la société du spectacle » - sur la « *dissolution de la logique* » et la « *disparition de la connaissance historique en général* » et dont il soulignait déjà qu'il avait permis, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme moderne, d'élever une génération entièrement "pliée à ses lois" et ayant donc théoriquement appris à cesser de penser par elle-même. Et quand on connaît l'état de mort cérébrale absolue qui caractérise aujourd'hui la nouvelle extrême gauche Netflix (celle, par exemple, d'Alice Coffin, de Grégory Doucet, de Caroline de Haas ou de Geoffroy de Lagasnerie) on ne peut en effet qu'être profondément troublé par la conclusion prophétique que Guy Debord n'hésitait pas à tirer dès cette époque - il y a donc déjà plus de trente ans : « *L'individu que cette pensée spectaculaire appauvrie a marqué en profondeur - écrivait-il ainsi - se place ainsi d'entrée de jeu au service de l'ordre établi, alors que son intention subjective a pu être complètement contraire à ce résultat. Il suivra pour l'essentiel le langage du spectacle, car c'est le seul qui lui est familier : celui dans lequel on lui a appris à parler. Il voudra sans doute se montrer ennemi de sa rhétorique ; mais il emploiera sa syntaxe. C'est un des points les plus importants de la réussite obtenue par la domination spectaculaire* ». Quand on sait qu'aujourd'hui les nouveaux "étudiants" de l'Unef peuvent désormais trouver tout à fait normal, sur le modèle de leurs clones néo-calvinistes du Canada et des États-Unis, de se mobiliser en masse pour exiger, entre autres, l'interdiction d'une pièce de théâtre de l'Antiquité grecque (en l'occurrence les Suppliantes d'Eschyle !), on se dit même que Debord avait sans doute largement sous-estimé l'ampleur de la catastrophe intellectuelle qu'il annonçait, tout comme les nouvelles formes que prendrait la « *misère en milieu étudiant* » (je fais bien sûr ici allusion à la célèbre brochure rédigée en 1966 - et d'ailleurs déjà dirigée contre les apprentis-bureaucrates de l'Unef de l'époque ! - par Mustapha Khayati et l'Internationale Situationniste).

LDM : *Quel livre de JC Michéa nous conseillez-vous de lire en priorité, quel autre livre nous conseillez-vous de lire ou de ne pas lire de toute urgence ?*

JCM : Je ne suis pas certain d'être le mieux placé pour conseiller celui de mes livres qu'il faudrait « *lire en priorité* » ! Il m'est plus facile, en revanche, de répondre à l'autre partie de votre question. Car si, comme je n'ai cessé de l'écrire depuis un quart de siècle, les mésaventures de la gauche contemporaine, autrement dit, de la gauche post-mitterrandienne, s'expliquent bien d'abord par le fait qu'elle a définitivement fait sienne, depuis le milieu des années 1980, la thèse libérale que formulait dès 1977 Michel Foucault – en bon admirateur de Hayek et de Gary Becker - selon laquelle « *tout ce que la tradition socialiste a produit dans l'histoire est à condamner* », alors il est effectivement devenu urgent, au vu des terribles tempêtes politiques, économiques et écologiques qui se profilent à l'horizon, de renouer au plus vite - et pendant qu'il est encore temps - avec « Le trésor perdu du socialisme » et la "vieille" critique radicale du mode de production capitaliste.

Une bonne manière de commencer serait donc justement de lire, ou de relire, Guy Debord et ses « Commentaires sur la société du spectacle » (c'est sans doute son livre le plus accessible) et, d'une façon générale, tous ses écrits. Sa critique a en effet ceci d'exemplaire, outre sa qualité d'écriture exceptionnelle, qu'elle s'efforce toujours de saisir la dynamique du nouveau monde libéral dans sa cohérence d'ensemble, et non dans tel ou tel de ses moments isolés (qu'est-ce qui permet par exemple de rassembler dans l'unité d'un même projet - aux yeux d'un gouvernement libéral - la suppression de l'impôt sur la fortune et la "PMA pour toutes" ?). Ensuite, et dans la mesure où « Le Capital » de Marx demeure toujours, à mon sens, l'un des outils théoriques les plus précieux pour comprendre la logique ultime du mouvement économique qui conduit les sociétés modernes à la rencontre de l'iceberg, je recommanderai donc (le texte de Marx étant lui-même d'un abord plutôt difficile) de commencer par l'ouvrage du géographe britannique David Harvey - « Pour lire Le Capital » - qui est un véritable chef-d'œuvre de pédagogie à l'anglo-saxonne (et qui n'hésite d'ailleurs pas, quand il le faut, à relever les erreurs de Marx).

Pour ce qui est des derniers développements du système capitaliste et de la civilisation libérale, je ne peux faire mieux que renvoyer ici à deux autres livres fondamentaux, qui nous viennent tous les deux d'Allemagne. D'une part, « Du temps acheté », un essai de Wolfgang Streeck qui démontre de façon très convaincante que le système libéral mondial

est désormais en train d'entrer de façon irréversible, sous le poids de ses propres contradictions internes, dans une phase post-démocratique et autoritaire (un ouvrage écrit en 2013 mais qui théorisait donc par avance l'essence même de ce que serait le macronisme). Et de l'autre, « La grande dévalorisation », un essai d'économie politique magistral écrit par deux représentants de la "Wertkritik" (c'est un courant intellectuel inspiré par Marx et très influent en Allemagne), Norbert Trenkle et Ernst Lohoff (on peut du reste consulter leurs vidéos sur le Net). Leur texte n'est vraiment pas facile à lire - il faut, à vrai dire, souvent s'y reprendre à plusieurs fois - mais c'est incontestablement l'analyse critique la plus intelligente et la plus éclairante qui existe aujourd'hui de la dynamique suicidaire du capitalisme financiarisé (elle repose entre autres sur une utilisation ingénieuse de ce concept de « *capital fictif* » que Marx avait commencé à introduire dans le livre III du Capital, celui, hélas, que personne n'a jamais le temps de lire !). Cet essai est paru en 2012 et, jusqu'à présent, je ne vois pas une seule de ses prédictions qui ait été prise en défaut par quelque fait empirique que ce soit. Le silence médiatique qui a accompagné, en France, sa publication devrait d'ailleurs suffire à en prouver l'intérêt !

LDM : *Selon vous aujourd'hui, dans la situation actuelle, individuellement et collectivement, qu'est-il le plus utile de faire ?*

JCM : Cette question est bien entendu cruciale, ne serait-ce que pour les deux raisons suivantes. La première c'est que la société libérale - comme l'annonçait déjà Karl Polanyi, en 1944, dans « La Grande Transformation » (voilà encore un livre dont la lecture est indispensable pour qui veut comprendre le monde où nous vivons !) – ne saurait continuer à se développer à l'infini « *sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert* ». Et la seconde, c'est que cela ne garantit malheureusement pas pour autant (sauf à croire à l'idée d'une marche en avant automatique du genre humain vers un avenir toujours plus radieux) que cet effondrement, à plus ou moins long terme inévitable, du système libéral débouchera forcément sur un monde plus humain, plus libre et plus égalitaire – ce qu'Orwell appelait une société décente – plutôt que sur une combinaison historiquement inédite de Brazil, Blade Runner et Mad Max. Or le fait que la quasi-totalité des mouvements de gauche occidentaux aient globalement renoncé - depuis les œuvres pionnières de BHL et de Michel Foucault - à toute critique radicale, et surtout cohérente, de la dynamique d'ensemble du capitalisme pour reporter désormais toute leur énergie militante sur les seules questions "sociétales" - alors même que ces dernières n'ont évidemment aucune chance de recevoir de véritable solution quand on commence par écarter, à l'image des "néo-féministes" de la gauche parisienne, toute remise en question du mode de production capitaliste (lequel - comme le notait de surcroît Marx dans « Le Manifeste communiste » - conduit plutôt, en réalité, à saper toutes les bases de l'ordre patriarcal !) n'incite guère à l'optimisme. Au point où nous en sommes, il n'est même plus possible d'exclure totalement que dans un avenir assez proche, certains pays occidentaux - à commencer par les États-Unis - entrent dans une ère de véritables guerres civiles. Ou encore, que la politique de plus en plus agressive (et de surcroît alimentée par un travail permanent de désinformation médiatique) de l'Amérique et de ses alliés européens envers l'Iran, la Chine, la Russie ne finisse, tôt ou tard, par déboucher sur un conflit militaire généralisé dont nul ne pourra alors prévoir l'issue finale (sachant par ailleurs que d'un point de vue strictement capitaliste, il n'existe pas de meilleur moyen de relancer une économie atone et de ressouder une nation déchirée qu'une bonne guerre préventive contre un ennemi extérieur).

Dans ces conditions, s'il existe encore la moindre possibilité de renverser, ne serait-ce qu'au niveau local, l'actuel rapport de forces entre "ceux d'en haut" - c'est-à-dire ceux qui contrôlent de plus en plus le pouvoir, la richesse et l'information - et "ceux d'en bas" (je reprends ici la terminologie proudhonienne qu'utilisait Podemos, avant de renoncer à tout ce qui faisait l'originalité et le succès de son programme populiste initial - la même analyse vaudrait pour Syriza en Grèce - sous la pression croissante de ses nouveaux élus) et, par conséquent, de préserver les dernières chances d'un monde décent et écologiquement habitable, ce ne peut assurément être qu'en renouant - comme je le rappelais tout à l'heure – avec une critique intransigeante de la dynamique du capital. Ce qui implique, par conséquent, au moins deux choses. D'une part - et c'est bien sûr le plus important - qu'on accepte enfin de remettre au premier plan cette "vieille" question sociale qui constituait, à l'origine, le centre de gravité de toute critique socialiste de la modernité industrielle et capitaliste. Là, en somme, où l'inénarrable Alice Coffin - pour ne considérer que cet exemple assurément caricatural, mais très révélateur de l'état de décomposition intellectuelle absolue de la gauche bourgeoise parisienne - prétend au contraire (sous les applaudissements logiques de son

groupe EELV) qu'une aide-soignante, une femme de ménage ou une caissière de supermarché sont finalement plus proches, d'un point de vue moral et politique, d'une Hillary Clinton, d'une Marion Maréchal ou d'une Angela Merkel que de n'importe lequel de leurs collègues de travail masculins, supposés être, à l'inverse, des "assaillants" par nature. Et, en second lieu, qu'on renonce simultanément à l'idée mystificatrice – que Nuit Debout et Occupy Wall Sreet ont malheureusement contribué à répandre sur une vaste échelle - selon laquelle cette "question sociale" trouverait en réalité sa vérité ultime dans le conflit censé opposer le "1%" des plus riches aux "99%" de la population restante. Non, bien sûr, qu'il s'agisse ici de nier le rôle en effet moteur que joue ce fameux "1%" dans l'orientation du système capitaliste mondial (il serait d'ailleurs beaucoup plus exact, quand on connaît par exemple la fortune réelle des "philanthropes" de la Silicon Valley, de parler du "0,1%"). Mais il est clair, en revanche, que ce système capitaliste ne pourrait lui-même fonctionner très longtemps - ni a fortiori se reproduire dans la durée - sans le concours actif et quotidien de ces nouvelles classes moyennes urbaines chargées de l'encadrer sur le plan économique, technique et culturel (elles représentent de nos jours entre 20 et 30 % de la population globale, tout en étant désormais majoritaires dans la plupart des grandes métropoles) et qu'André Gorz définissait, pour souligner leur statut sociologiquement contradictoire, comme des « *agents dominés de la domination capitaliste* ».

Cette analyse doit cependant être précisée sur deux points. En premier lieu, il est évident (sauf à partager les illusions de la jeunesse parisienne et lyonnaise de Nuit Debout) que les fractions supérieures de ces nouvelles "classes moyennes" (elles correspondent à environ 10% de la population) appartiennent déjà toutes – de par leur niveau de revenu ou de diplôme, leur style de vie urbain et consumériste, et leur aptitude permanente à travailler "à l'international" (y compris dans le cadre très ambigu des différentes "ONG") - à la classe dominante (autrement dit, à ce qu'on appelait encore, en Mai 68, la bourgeoisie). Et, en second lieu, que les fractions "inférieures" et "moyennes" de ces classes métropolitaines - si elles ne peuvent effectivement être inclues dans la classe dominante - se trouvent cependant encore relativement protégées, du moins la plupart du temps, des effets les plus dévastateurs de la mondialisation libérale. Une situation qui ne les prédispose évidemment pas, pour reprendre une expression qui vous est chère, à proposer de cette dernière une critique qui aille au-delà de la « *dictature des bons sentiments* ». A la grande différence, de ce point de vue, de ces différentes classes populaires (ou de ces "premiers de corvée" que la classe dominante est volontiers prête à dispenser de tout "télétravail") qui se retrouvent, au contraire, majoritairement concentrées dans la France périphérique (c'est-à-dire dans celle des villes petites et moyennes, de la ruralité et des territoires d'outremer) tout en regroupant elles-mêmes près de 70% de la population.
Si l'on garde présentes à l'esprit toutes ces données, on en déduira donc aisément que cette théorie - pour le coup effectivement très "inclusive", des "99%" - a donc surtout pour fonction première de dissimuler le fait que c'est précisément au sein de ces nouvelles catégories sociales, dont l'expansion régulière suit en temps réel le mouvement de mise en valeur capitaliste du monde, que se recrute à présent la plus grande partie des électeurs, des élus et des cadres dirigeants de la gauche post-mitterrandienne (un phénomène encore mathématiquement amplifié par la propension croissante des classes les plus modestes à se réfugier dans le vote blanc ou l'abstention). C'est fondamentalement cette nouvelle donne sociologique (le fait, en d'autres termes, qu'une grande métropole a, de nos jours, d'autant plus de chances de se doter d'une mairie de gauche que le prix du mètre carré y est élevé !) qui explique, selon moi, aussi bien le discrédit croissant dont la gauche moderne est aujourd'hui l'objet parmi les classes populaires que la crise d'identité corrélative qu'elle traverse depuis quelques décennies.

Ce qui me semble dès lors le plus "utile de faire" sur le plan collectif – pour répondre ici à la première partie de votre question – c'est donc de tirer enfin, une fois pour toutes, l'ensemble des conséquences théoriques et pratiques de cette nouvelle situation historique. Et dans la foulée - puisqu'on ne peut raisonnablement espérer rompre avec la logique humainement et écologiquement destructrice du mode de production capitaliste, sans remettre en même temps en cause l'hégémonie politique et intellectuelle quasiment absolue que les « *agents dominés de la domination capitalistes* » exercent sur la gauche depuis les rugissantes années Delors/Lang/Mitterrand - de s'engager résolument à tout faire pour que les prochaines révoltes des classes populaires (dont il y a tout lieu de penser, les mêmes causes produisant les mêmes effets, qu'elles trouveront à nouveau dans la France périphérique - celle des "ronds-points" - leur berceau de prédilection) réussissent enfin à préserver jusqu'au bout leur précieuse et indispensable autonomie organisationnelle et déjouer de ce fait toutes les tentatives de récupération politique et "universitaire" (songeons par exemple au ralliement aussi tardif que grotesque d'un Geoffroy de Lagasnerie à ce mouvement des Gilets jaunes qui constituait pourtant la négation la plus absolue de son propre néolibéralisme foucaldien) dont elles seront inévitablement l'objet, y compris par l'intermédiaire des "réseaux sociaux". Sachant, de surcroît, que le principal danger qui guette, depuis l'origine, toute révolte ou révolution populaire - l'histoire est malheureusement là pour le confirmer - c'est toujours celui de se voir progressivement confisquée et détournée de son sens initial - par les fractions les plus remuantes et les plus assoiffées de pouvoir de l'élite sociale en place et de son ambitieux clergé intellectuel. C'est du reste la conscience lucide de ce schéma répétitif qui avait conduit Orwell (fidèle en cela aux critiques prophétiques que Bakounine adressait à Marx et à ce qu'il dénonçait comme son futur « *gouvernement de savants* ») à opposer en permanence le "socialisme" moral et spontané des classes populaires et des "gens ordinaires" (David Graeber va même jusqu'à parler, à ce sujet, de leur « *communisme de base* ») à ce "socialisme des intellectuels" (ou, comme il l'appelait encore, ce middle class socialism) dans lequel il voyait - il suffit de relire « 1984 » - à la fois le point de départ sociologique et la matrice intellectuelle de la perversion totalitaire du socialisme originel. La première Internationale en était

également si convaincue (forte des expériences de juillet 1830 et de juin 1848) que son axiome politique fondamental, clairement marqué par l'influence de Proudhon, était précisément que l'émancipation des travailleurs ne pourrait jamais être que « *l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » (et non, comme le soutiendrait Lénine un peu plus tard, le produit d'une conscience politique « *introduite de l'extérieur* » dans la classe ouvrière. Un axiome foncièrement populiste, auquel le vieil Engels allait d'ailleurs restituer tout son tranchant philosophique initial en rappelant aux dirigeants du SPD, en septembre 1890 (car c'est effectivement vers cette époque que les conséquences les plus négatives de l'influence grandissante de l'intelligentsia des classes moyennes sur l'orientation politique du parti socialiste allemand commençaient véritablement à apparaître en pleine lumière), qu'il était absolument vital « *que ceux qui ont été formés dans les universités sachent apprendre d'avantage des ouvriers que ceux-ci n'ont à apprendre d'eux* ». Faute de quoi - annonçait-il dans une lettre écrite à peu près au même moment - le mouvement socialiste finirait inévitablement par tomber sous la coupe de ces « *littérateurs super-intelligents qui veulent à tout prix satisfaire leur colossale folie des grandeurs* » et dont la volonté de puissance illimitée les porte même à croire « *que leur formation universitaire - qui nécessite de toute façon une sérieuse révision critique - leur permet d'être élevé au grade d'officier correspondant dans notre parti* ». Une description prémonitoire, en somme, du destin qui serait celui, dès la fin du XXe siècle, de toute la gauche "citoyenne" occidentale.

Quant à ce qu'il serait le plus utile de faire, sur le plan individuel, pour aller dans le sens d'un tel programme et introduire ainsi un minimum de cohérence entre sa vie quotidienne et ses idées, c'est évidemment à chacun qu'il appartient d'en juger. Tout ce que je peux dire, pour ce qui est de mon cas personnel, c'est qu'en choisissant de rompre avec le mode de vie métropolitain pour m'installer dans un village landais (qui, à l'image de la plupart des communes qui l'entourent, n'abrite plus, depuis longtemps, le moindre commerce ou le moindre café), j'avais essentiellement deux choses en tête. D'une part, découvrir enfin de mes propres yeux cette France où vit la plus grande partie des classes populaires mais qui, du fait qu'elle se situe au plus loin des grandes métropoles et de leurs proches banlieues, reste donc massivement inconnue du monde intellectuel, artistique et médiatique dominant (il suffit de se remémorer la pluie de critiques "universitaires" - aussitôt relayées avec complaisance par le Monde et Libération - qui se sont tout de suite abattues sur Christophe Guilluy dès qu'il a commencé à introduire le concept de "France périphérique" et, du coup, à remettre en question le dogme selon lequel ces territoires "éloignés" seraient avant tout peuplés de petits bourgeois "pavillonnaires" et de retraités aisés). Ce qui impliquait au passage, pour qu'une telle découverte puisse réellement avoir lieu, que je n'arrive pas ici en colon métropolitain, c'est-à-dire dans la position classique de celui que son étroitesse d'esprit caractéristique rend presque toujours incapable - tel le premier Aymeric Caron venu - de percevoir dans les coutumes et les manières de vivre locales - qu'il s'agisse par exemple, comme ici dans le bas-Armagnac, de la chasse à la palombe ou aux sangliers, de la corrida et des courses landaises, ou encore des fêtes de la Madeleine et de ses bandas traditionnelles - autre chose que des pratiques "d'un autre âge" ou même franchement "barbares". Et d'autre part, m'assurer une fois pour toutes - ne serait-ce qu'en prenant la décision de consacrer désormais infiniment plus de temps au travail physique et manuel à l'air libre qu'à la station assise devant un écran d'ordinateur (ce que la plupart des journalistes ont d'ailleurs toujours beaucoup de mal à comprendre et accepter !) - que la maxime décroissante « *mieux vaut moins mais mieux* » correspondait bien à la promesse d'une vie, sans doute moins facile (puisque - comme le rappelait Orwell – plus d'autonomie signifie nécessairement, par définition, plus d'efforts et de responsabilité) mais, à coup sûr, mille fois plus enrichissante et plus heureuse que celle à laquelle nous contraint la maxime "progressiste" et libérale "toujours plus". Sans compter (car une chose est de le savoir de façon théorique et une autre de l'avoir quotidiennement sous les yeux) que le fait de vivre avec des gens qui doivent se débrouiller, la plupart du temps, avec moins de 800 € par mois - tout en étant par ailleurs des modèles de common decency - vous conduit forcément à porter sur la réalité sociale de la société libérale moderne un regard très différent de celui qui s'impose de lui-même quand on vit à Paris, Lyon ou Bordeaux et qu'on ne connait essentiellement le monde des classes populaires qu'au travers du prisme déformant de l'industrie médiatique. Tout comme le fait - surtout quand on doit par ailleurs s'occuper d'un potager de très grande taille ! - de vivre entouré de sangliers et de chevreuils dont le respect de vos cultures n'est sans doute pas la motivation première, de renards qui tournent sans cesse autour de vos canards et de vos poules, d'étourneaux prêts à faire un sort en quelques heures, dès que le printemps revient, à tous vos cerisiers, de limaces visiblement très attirées par toutes vos plantations (et sans même parler d'une multitude d'autres insectes tout aussi voraces, des rats, des blaireaux, des taupes ou encore des frelons asiatiques) vous conduit également très vite à dépasser cette vision du monde à la Walt Disney que la jeunesse bourgeoise "antispéciste" des grands centres urbains voudrait voir désormais imposée de toutes les façons possibles, y compris par la violence physique, aux travailleurs les plus pauvres du monde rural (ce qui ne constitue, après tout, qu'une adaptation locale supplémentaire de ce "colonialisme vert" qu'expérimentent sur la petite paysannerie africaine les "experts internationaux" et que j'évoquais au début de cet entretien).

Serez-vous pour autant étonné si je vous dis, une fois rappelé tout ceci, que nous n'avons évidemment jamais regretté une seule seconde le choix que nous avons fait en venant nous installer ici, ma compagne et moi ? Et que pour rien au monde - nous en sommes à présent définitivement convaincus - nous n'accepterions de revivre un seul instant dans la froideur artificielle et déshumanisante d'un grand "pôle métropolitain" ?

« Il est clair que la crise au sein de la logique capitaliste ne peut être arrêtée ni même renversée, sinon par la suspension de la logique elle-même, par un mouvement d'émancipation sociale. »

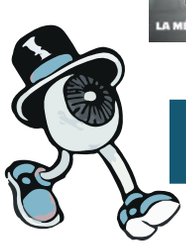
Lohoff / Trenkle « La grande dévalorisation »- 2012

Édition et Rédaction

Association Landemains, 532 route de Montjean, 40140 Soustons
Mail : contact@nouTous.fr - Tel : 06 99 51 79 07
Rédaction : Michael Neuhaus, Didier Tousis, Dominique Villattes
Dessins : Yann Renauld
Impression : iGrafy, 228 rue des Artisans, 40230 Josse - 487918740
Landemains est téléchargeable sur www.noutous.fr - ISSN : 2492-5837

Inspirations et citations :
Banksy, Gerhard Haderer,
Jean-Claude Michéa, Hannah Arendt, Michel Onfray, Ernst Lohoff ,
Norbert Trenkle, Lars Grünewald, Thomas Piketty
FEM, ONU, Wikipedia

La reproduction de tout ou partie de ces articles est fortement conseillée.
Ne jetez pas Landemains sur la voie publique, passez-le à votre voisin.



Autres numéros de
LANDEMAINS
sur www.nouTous.fr

Dans ce numéro :

La troisième guerre mondiale
La fureur épicurienne
Choisir son camp
Les origines du totalitarisme
The Great Reset – Retour vers le futur ?
Entretien avec Jean-Claude Michéa

3 782400 003009 >